

# **Introduction**

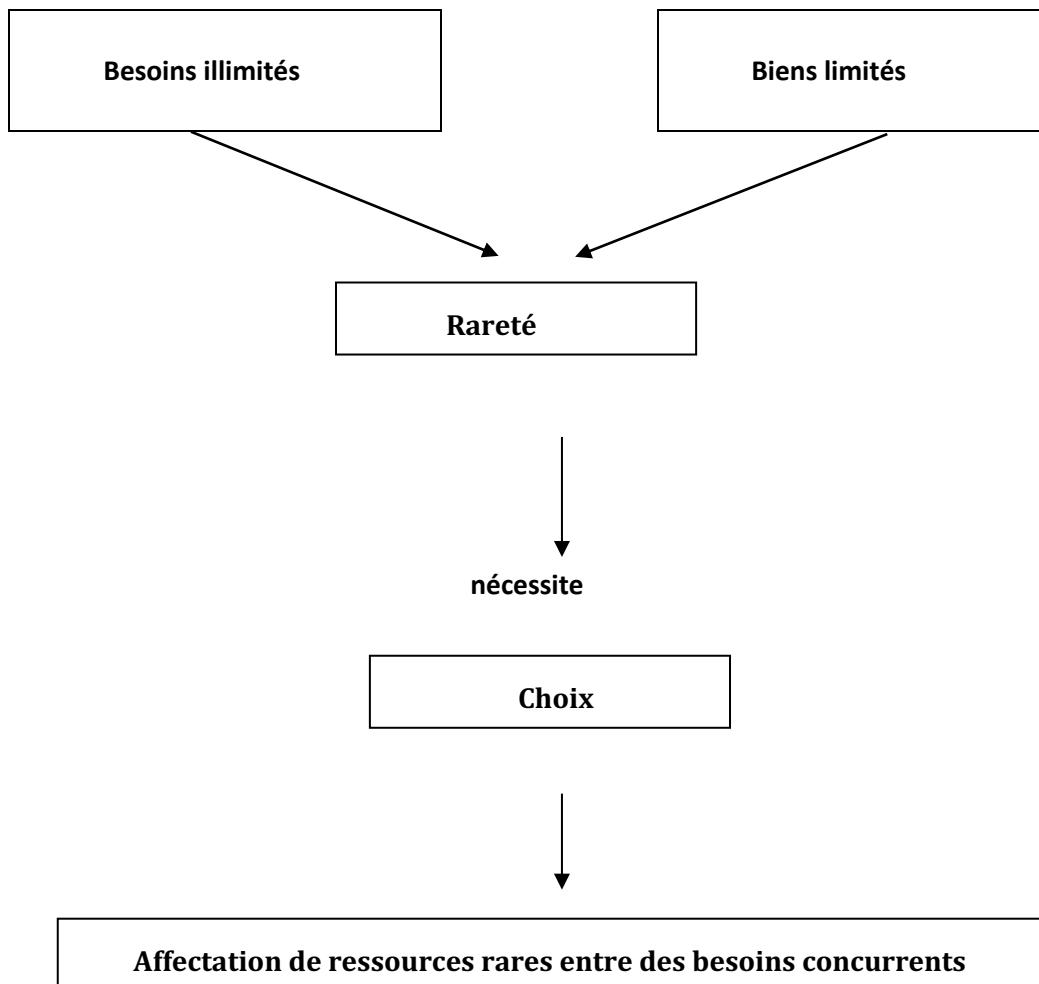
## **Economie politique**

## 1.1 Définition de la science économique

### 1.1.1 L'économie est la science de la rareté et des choix

Le mot « économie » tire sa racine d'un mot grec signifiant « maison ». Au 19ème siècle, on parlait de « l'économie domestique » pour désigner la gestion des biens appartenant à un ménage. Le terme « économie politique » (polis signifie cité en grec) pourrait être défini comme la science relative à la gestion des biens d'une nation.

D'une façon générale, on peut dire que la science économique étudie l'affectation de ressources rares entre des besoins concurrents.



### **1.1.2 Terminologie**

- Il faut d'abord préciser que les sciences économiques font partie des sciences humaines et plus particulièrement des sciences sociales.

Le terme de science économique a tendance à remplacer celui d'économie politique. Il ne faut surtout pas confondre économie politique et politique économique comme on le fait trop souvent.

L'économie politique (= science économique) étudie le fonctionnement et l'évolution de l'économie et s'efforce de dégager des lois. Elle étudie le «pourquoi» des faits.

Ex.: Quelle est la relation entre le taux de croissance du PIB et le taux de chômage ?

La politique économique est la façon d'interpréter la science économique en vue de la réalisation des buts poursuivis. Elle étudie « comment » atteindre un but.

Ex.: augmenter les impôts, construire des écoles, des routes etc.

- Les économistes distinguent entre l'approche microéconomique et l'approche macroéconomique.

La microéconomie étudie les décisions et les comportements des unités économiques individuelles comme par exemple les entreprises et les ménages.

Ex.: Quelle est la quantité de biens qu'une entreprise propose pour un prix de marché donné ?

La macroéconomie étudie les décisions et les comportements d'une société, d'un pays ou même d'un ensemble de pays.

Ex.: évolution du chômage, de l'inflation, du solde budgétaire etc.

## **1.2 La décision économique et les coûts d'opportunité**

Le problème de la rareté économique fait en sorte que les hommes doivent prendre des décisions à tout moment : choisir entre manger de la viande ou du poisson lors du dîner, entre étudier ou sortir ou bien encore, dans le cadre du budget de l'Etat, entre financer des dépenses sociales ou des dépenses d'infrastructures.

Nous supposons dans ce contexte que l'homme agit de façon rationnelle et prend les choix qui maximisent son utilité.

Le problème économique auquel les hommes sont confrontés peut alors se poser de deux façons différentes:

- maximiser sa satisfaction avec des ressources limitées (= principe du maximum).

ex.: construire la meilleure maison possible avec un budget de 600.000 €.

- atteindre un but déterminé avec un minimum de coûts (= principe du minimum).

ex.: construire une maison avec le moins de dépenses possibles.

*There is no such thing as a free lunch (Et get neischt fir neischt!)*

Opter pour un choix force l'agent économique à renoncer à l'utilité procurée par la meilleure alternative. Les économistes définissent ce renoncement comme les coûts d'opportunité . Etant donné que tout choix comporte une part de renonciation, toute décision génère par conséquent des coûts d'opportunité, peu importe qu'il s'agisse du choix d'une boisson, d'un lieu de vacances, d'une automobile ou d'un partenaire.

### 1.3 Les missions de l'économie politique

- Fournir une description des processus économiques.

Ex. Estimer le taux de chômage au Luxembourg

- Fournir une explication des processus économiques.

Ex. Déterminer les causes du chômage

- Prévoir et pronostiquer l'évolution future de l'activité économique.

Ex. Prévoir l'évolution future du taux de chômage

- Exercer une influence sur l'évolution économique pour atteindre des objectifs précis.

Ex. Lutter contre le chômage par en augmentant les investissements publics

### 1.4 Les objectifs de la politique économique

Parmi les principaux objectifs de la politique économique, on cite habituellement : le plein-emploi, la stabilité des prix, la croissance économique et l'équilibre extérieur.

D'autres objectifs fréquemment avancés sont l'équilibre du budget de l'Etat, la réduction de la dette publique ou encore le développement durable.

Il est très difficile d'atteindre simultanément tous les objectifs de politique économique. Ainsi nous pouvons rencontrer deux types de relations entre les objectifs :

- L'harmonie dans la réalisation des différents objectifs : la réalisation d'un objectif contribue à la réalisation d'un autre objectif

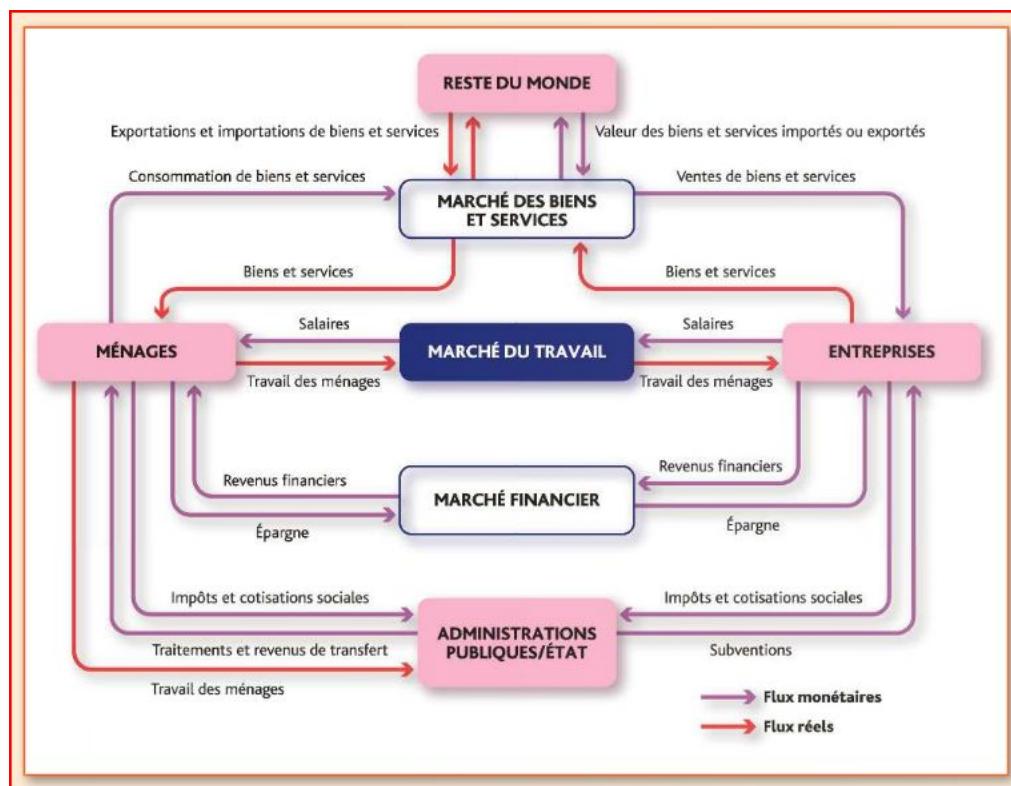
Exemple : garantir une croissance économique élevée aide à se rapprocher du plein emploi

- La concurrence dans la réalisation des différents objectifs : la réalisation d'un objectif fait obstacle à la réalisation d'un autre objectif

Exemples :

La courbe de Philipps suggère l'existence d'un arbitrage entre la stabilité des prix d'une part et le plein-emploi d'autre part. Une croissance trop soutenue suscite des tensions inflationnistes qui de plus stimulent les importations et menacent donc également l'équilibre extérieur.

Il est important de bien distinguer entre les objectifs économiques (ex. : le plein emploi), les indicateurs qui mesurent la réalisation de ces objectifs (le taux de chômage) et les moyens d'action (ou instruments) pour atteindre cet objectif (ex.: la réduction du temps de travail, la diminution des charges sociales,...)



## 1.5 Le circuit économique

Les interactions entre les agents économiques (entreprises, ménages, Etat, Reste du monde,...) sur les différents marchés peuvent être illustrées grâce au circuit économique simplifié ci-dessus.

**Les ménages :**

Définition :	Rôle :	Quelques chiffres (Luxembourg) :
Ensemble des personnes qui partagent la même résidence principale.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Consommer des biens et services fournis par les entreprises et les administrations publiques.</li> <li>▪ Fournir du travail aux autres agents économiques.</li> <li>▪ Fournir des capitaux (épargne...)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 208.600 ménages (2011).</li> <li>▪ 590.667 habitants (2017).</li> <li>▪ 45,9% d'étrangers. (2014)</li> <li>▪ 392.900 salariés dont 168.600 frontaliers. (2016)</li> <li>▪ Revenu total disponible par ménage : 5.363 € par mois (2015)</li> </ul>

**Les entreprises :**

Définition :	Rôle :	Quelques chiffres (Luxembourg) :
Acteur économique qui produit de biens et des services.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Produire des biens et services.</li> <li>▪ Consommer des biens et services produits par les administrations publiques.</li> </ul>	<p>Nombre d'entreprises par secteur économique (2014) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Industrie : 957</li> <li>▪ Construction : 3.523</li> <li>▪ Services : 31.420</li> </ul>

**L'Etat:**

Définition :	Rôle :	Quelques chiffres (Luxembourg) :
Ensemble des organismes ou institutions qui ont pour charge de diriger et d'administrer le pays.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Produire des biens et services publics (santé, éducation, défense, infrastructures).</li> <li>▪ Procéder à la redistribution de revenus.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Dépenses publiques (2016) : 22.302.300.000€</li> <li>▪ Total de la Dette publique (2016) : 10.852.900.000€</li> <li>▪ <i>26.670 fonctionnaires et employés d'Etat (2015)</i></li> </ul>

## Le reste du monde:

Définition :	Rôle :	Quelques chiffres (Luxembourg 2016) :
On désigne par "Le reste du monde" l'ensemble des acteurs étrangers qui effectuent des échanges avec les acteurs économiques nationaux.	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Fournir des biens et services consommés par les acteurs économiques nationaux (importations).</li> <li>▪ Consommer des biens et services fournis par les acteurs économiques nationaux (exportations).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Exportations de biens : 11.903.100.000€</li> <li>▪ Importations de biens : 17.636.100.000€</li> </ul>

### Exportations et importations par produit

en millions d'EUR Regroupement de chapitres de la CTCI <sup>1</sup>	Exportations		Importations	
	2015	2016	2015	2016
Toutes les sections	11730,2	11903,1	17690,9	17636,1
1. Produits alimentaires et animaux vivants	983,7	837,9	1642,4	1578,2
2. Boissons et tabacs	228,0	222,1	516,2	559,6
3. Matières brutes non comestibles, huiles et graisses	280,2	286,5	1186,4	1133,3
4. Combustibles minéraux, lubrifiants	54,7	7,3	1670,3	1320,2
5. Produits chimiques et produits connexes	1312,2	1339,4	2069,0	2050,9
6. Articles manufacturés en métaux communs	2832,0	2701,5	1470,6	1432,1
7. Autres articles manufacturés classés d'après la matière première	1839,4	1909,1	1327,1	1355,2
8. Machines et équipements	2058,0	2253,3	2599,3	2978,0
9. Matériel de transport	1061,6	1194,8	3339,8	3308,4
10. Articles manufacturés divers	1080,4	1151,1	1869,8	1920,2

# **Chapitre 2**

## **La formation des prix**

## 1.1 Le marché des B&S

### 1.1.1 Définitions :

Demande d'un bien = quantité du bien que l'acheteur souhaite acquérir à un prix donné.

Offre d'un bien = quantité du bien que le vendeur souhaite vendre à un prix donné

Le marché est le lieu de rencontre entre la demande et l'offre d'un type de bien ou de service. Le prix du bien en question sera déterminé sur ce marché

### 1.1.2 Les formes du marché des B&S :

Marché « classique »	Magasins	Internet
		
<i>Rencontre physique entre l'O et la D</i>	<i>Rencontre physique entre l'O et la D</i>	<i>Rencontre virtuelle entre l'O et la D</i>

Remarque : Il existe encore d'autres types de marchés à part de celui des B&S. Ainsi on peut encore citer le marché du travail, le marché financier...

## 1.2 La demande : les fondements de la décision d'achat

### 1.2.1 Facteurs influençant la demande

La demande d'un bien quelconque par un consommateur individuel dépend normalement d'une multitude de facteurs :

- le prix du bien en question
- le prix des autres biens substituables
- le prix des biens complémentaires indispensables
- le pouvoir d'achat / le revenu
- les goûts des individus
- l'influence par les médias, les amis, la famille, la mode

### 1.2.2 Hypothèse « ceteris paribus »

Qu'advient-il de la demande d'un bien si un des facteurs cités ci-dessus change ?

Exemples :

Facteur 1 :	Facteur 2 :	
hausse du prix des barres chocolatées(bc)	hausse de l'argent de poche	 
Effet sur la $D_{bc}$ : <b>Si <math>P_{bc} \uparrow</math> alors <math>D_{bc} \downarrow</math></b>	Effet sur la $D_{bc}$ : <b>Si <math>R \uparrow</math> alors <math>PA \uparrow</math> alors <math>D_{bc} \uparrow</math></b>	

*Problème* : Qu'advient-il de la demande d'un bien **si plusieurs des facteurs cités ci-dessus changent en même temps** ?

Facteur 1 et Facteur 2 simultanément		
- hausse du prix des barres chocolatées - <b>et</b> hausse de l'argent de poche		
Effet global sur la $D_{bc}$ : <b>Si <math>P_{bc} \uparrow</math> et <math>R \uparrow</math> alors <math>D_{bc} ?????</math></b>		

Comment évolue la demande de barres chocolatées d'un étudiant si par exemple le prix moyen des barres chocolatées augmente mais qu'il dispose de plus d'argent de poche ?

La hausse du prix fait probablement diminuer la demande alors que la hausse de son argent de poche peut faire augmenter la demande. L'effet global est donc incertain.

Pour simplifier la réalité, les économistes préfèrent alors généralement ne faire varier qu'un seul facteur explicatif et supposer que les autres variables explicatives restent inchangées.

Cette hypothèse fréquemment admise en économie est mieux connue sous le nom de condition « *ceteris paribus* », signifiant « toutes choses étant égales par ailleurs » (les autres facteurs sont supposés rester inchangés).

Nous allons, dans le cadre de ce cours, nous limiter à l'un des facteurs explicatifs essentiels: le prix du bien considéré. Nous tâcherons alors de répondre à la question:

**Comment la quantité demandée d'un bien évolue-t-elle, lorsque le prix de ce bien change ?**

### 1.2.3 Evolution de la demande d'un bien suite au changement de son prix

Examinons par exemple les modifications de demande de barres chocolatées si le prix de ces barres change. Le tableau suivant, appelé « barème de la demande », reprend les quantités demandées par un consommateur individuel pour différents niveaux de prix.

Barème de demande : Barres chocolatées

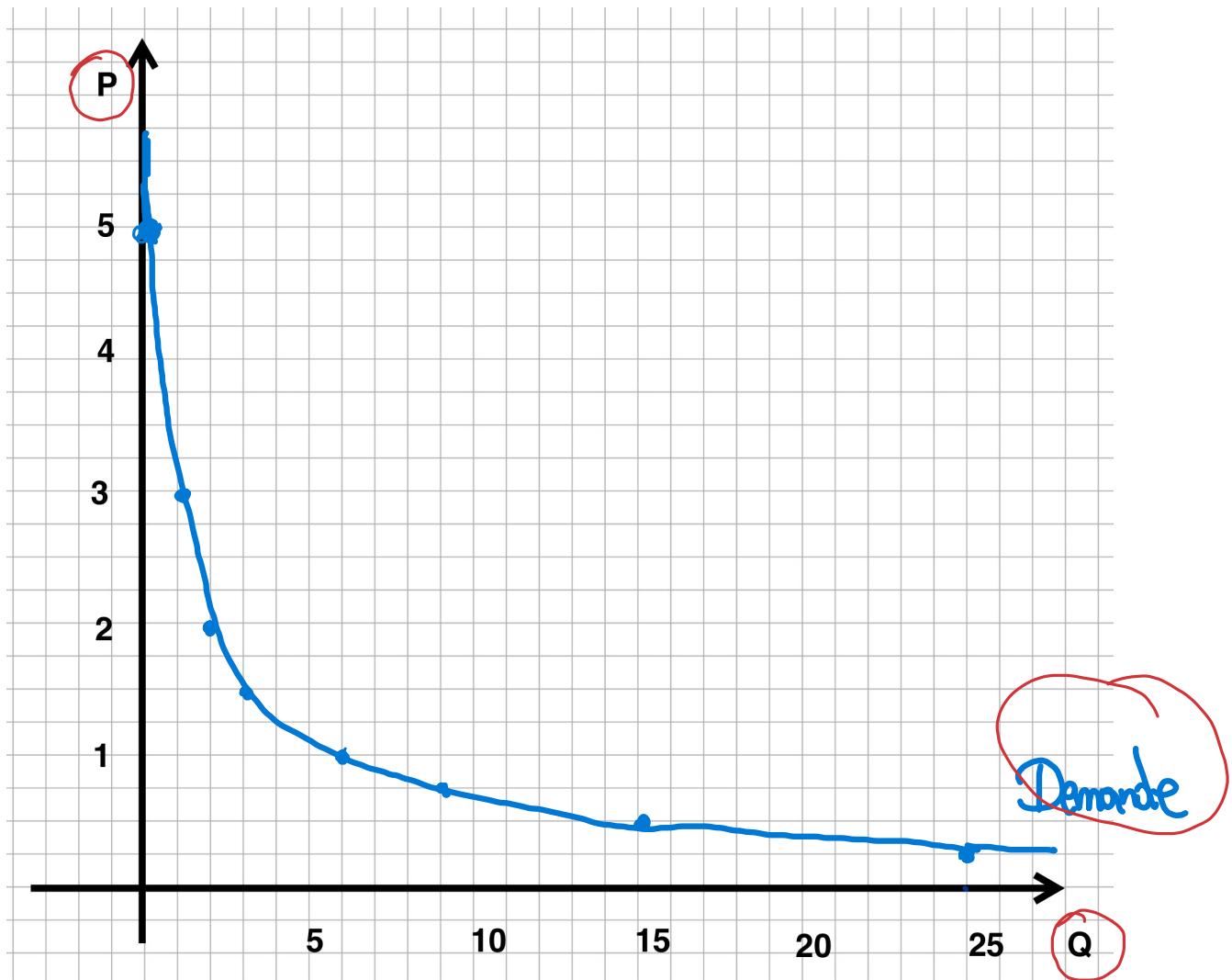
Prix (en €/barre)	Quantités demandées
5	0
3	1
2	2
1,5	3
1	6
0,75	9
0,5	15
0,25	25

Nous constatons que la quantité demandée :

- au fur et à mesure que le prix augmente, la demande diminue
- au prix maximal (5€), il n'y a pas de demande
- si le prix tend vers 0€, la demande devient infiniment élevée

Ces données peuvent aussi être illustrées graphiquement. Par convention, nous allons reporter les prix en ordonnée et les quantités demandées en abscisse et obtenir ainsi le tracé de la courbe de demande individuelle.

## La courbe de demande individuelle



Au point où la courbe de demande touche l'axe des ordonnées, le prix  $p = 5$  correspond au prix maximal au-delà duquel il n'existe plus de demande parce que le bien est devenu trop cher. Les deux grandeurs ( $Q_d$  et  $P$ ) évoluent donc en sens inverse. L'expérience tend à confirmer ce résultat, ce qui permet d'énoncer la loi de la demande.

### **Loi de la demande :**

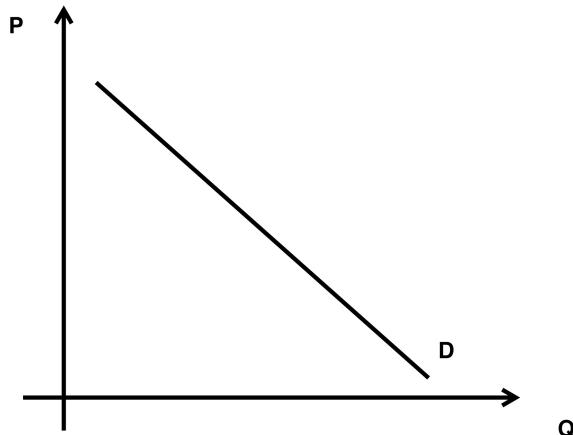
Toutes choses étant égales par ailleurs, la quantité demandée d'un bien :

- diminue au fur et à mesure que son prix augmente
- augmente au fur et à mesure que son prix diminue

La courbe de demande individuelle d'un bien indique les quantités de ce bien qu'un consommateur désire acheter pour différents niveaux de prix.

La courbe de la demande tracée pour un consommateur individuel peut aussi être établie pour le marché dans son ensemble. La courbe de demande du marché d'un bien est l'addition de toutes les quantités demandées individuellement par tous les consommateurs pour différents niveaux de prix.

Graphiquement, la courbe de demande du marché est représentée de la manière suivante :



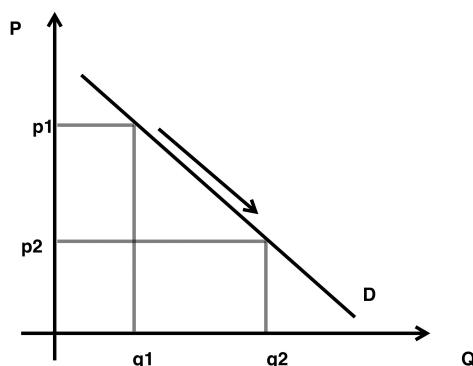
#### 1.2.4 Le déplacement de la courbe de la demande

Exemple:

« Au Luxembourg, la demande de motos a augmenté ».

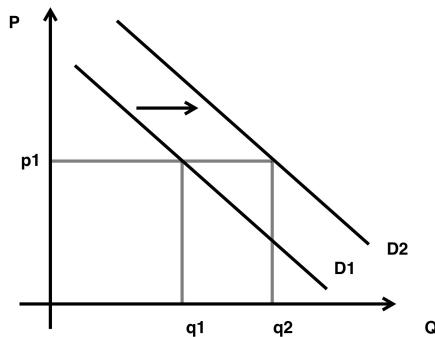
Cette affirmation peut avoir deux significations :

- La quantité demandée peut avoir augmenté suite à une baisse du prix



Dans ce cas nous nous déplaçons le long de la courbe de demande vers la droite.

La quantité demandée peut avoir augmenté suite à une évolution des goûts, du cadre légal, à une hausse du pouvoir d'achat ..... ( facteur externe ayant un impact positif sur la demande, facteur autre que le prix).



La condition ceteris paribus n'est alors plus remplie. Pour un prix donné, la quantité demandée a augmenté. Dans ce cas il y a déplacement de la courbe de demande vers la droite.

#### Application:

Dans le cadre de sa politique de santé, l'Etat veut lutter contre le tabagisme. Deux stratégies sont à sa disposition :

Augmenter les droits d'accises	Sensibiliser le public aux dangers du tabac
<p>Le graphique montre une courbe de demande unique D sur un plan cartésien avec l'axe des prix P et l'axe des quantités Q. La courbe D descend de droite à gauche, indiquant que la quantité demandée diminue lorsque le prix augmente.</p>	<p>Le graphique montre une courbe de demande unique D sur un plan cartésien avec l'axe des prix P et l'axe des quantités Q. La courbe D descend de droite à gauche, indiquant que la quantité demandée diminue lorsque le prix augmente.</p>

### 1.2.5 Généralisation

Il ne faut pas confondre un déplacement le long de la courbe de demande avec un déplacement de la courbe de demande.

Il y a déplacement le long de la courbe de demande lorsque la quantité demandée du bien change, ceteris paribus, suite à la variation de son prix.

En revanche il y a déplacement de la courbe de demande lorsqu'un facteur explicatif autre que le prix varie.

<p>Déplacement de la courbe de demande vers la droite :</p> <p>Augmentation de la demande suite à</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ une hausse du revenu</li> <li>▪ une hausse du prix d'un bien de substitution</li> <li>▪ une baisse du prix d'un bien complémentaire</li> <li>▪ un facteur extérieur ayant une influence positive sur la demande (p.ex. goûts, mode, saison...)</li> </ul>	<p>Déplacement de la courbe de demande vers la gauche :</p> <p>Diminution de la demande suite à:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ une baisse du revenu</li> <li>▪ une hausse du prix d'un bien complémentaire</li> <li>▪ une baisse du prix d'un bien substituable</li> <li>▪ un facteur extérieur ayant une influence négative sur la demande (p.ex. goûts, mode, saison...)</li> </ul>

<p>Exemple :</p> <p>Une hausse du prix des automobiles pourrait également entraîner une augmentation de la demande de motos et un déplacement vers la droite de la courbe de la demande de motos, à condition que les voitures puissent effectivement être remplacées par des motos.</p> <p>Les biens qui peuvent ainsi remplacer d'autres biens en satisfaisant le même besoin sont appelés biens de substitution (ex : le beurre et la margarine, une Yamaha 750 et une Suzuki 750).</p>	<p>Exemple :</p> <p>Une hausse de prix des casques de protection, des combinaisons en cuir ou d'autres accessoires nécessaires compléments à l'utilisation de la moto peuvent entraîner une diminution de la demande de motos et un déplacement vers la gauche de la courbe de demande de motos.</p> <p>De tels biens qui ne peuvent valablement satisfaire un besoin que pour autant qu'ils sont associés à d'autres biens sont appelés biens complémentaires (ex.: la pipe et le tabac, la voiture et les pneus, le sapin de Noël et les bougies, l'imprimante et l'encre).</p>
--	---

## 1.3 L'offre : les fondements de la décision de vente

### 1.3.1 Les facteurs influençant l'offre

Les facteurs explicatifs les plus fréquemment avancés sont :

- le **prix de vente** du bien (et les perspectives de bénéfice)
- les **coûts de production** du bien (p.ex. les salaires, le coût du matériel, les intérêts à payer sur le crédit....)
- les **techniques de production** (une amélioration des techniques peut faire diminuer les coûts de production)
- le **prix des biens concurrentiels** (biens substituables, biens complémentaires)

### 1.3.2 L'évolution de l'offre d'un bien suite au changement de son prix

Tout comme pour la demande nous nous limiterons à étudier l'influence du prix sur la quantité offerte. La question, à laquelle nous allons devoir répondre, est la suivante :

Comment un producteur modifie-t-il son offre d'un bien lorsque le prix de ce bien varie ?

### Exemple :

Imaginons le barème d'offre suivant qui indique les quantités de barres chocolatées offertes par un chocolatier à différents niveaux du prix de vente (qui n'est rien d'autre que le coût de production augmentée de la marge bénéficiaire).

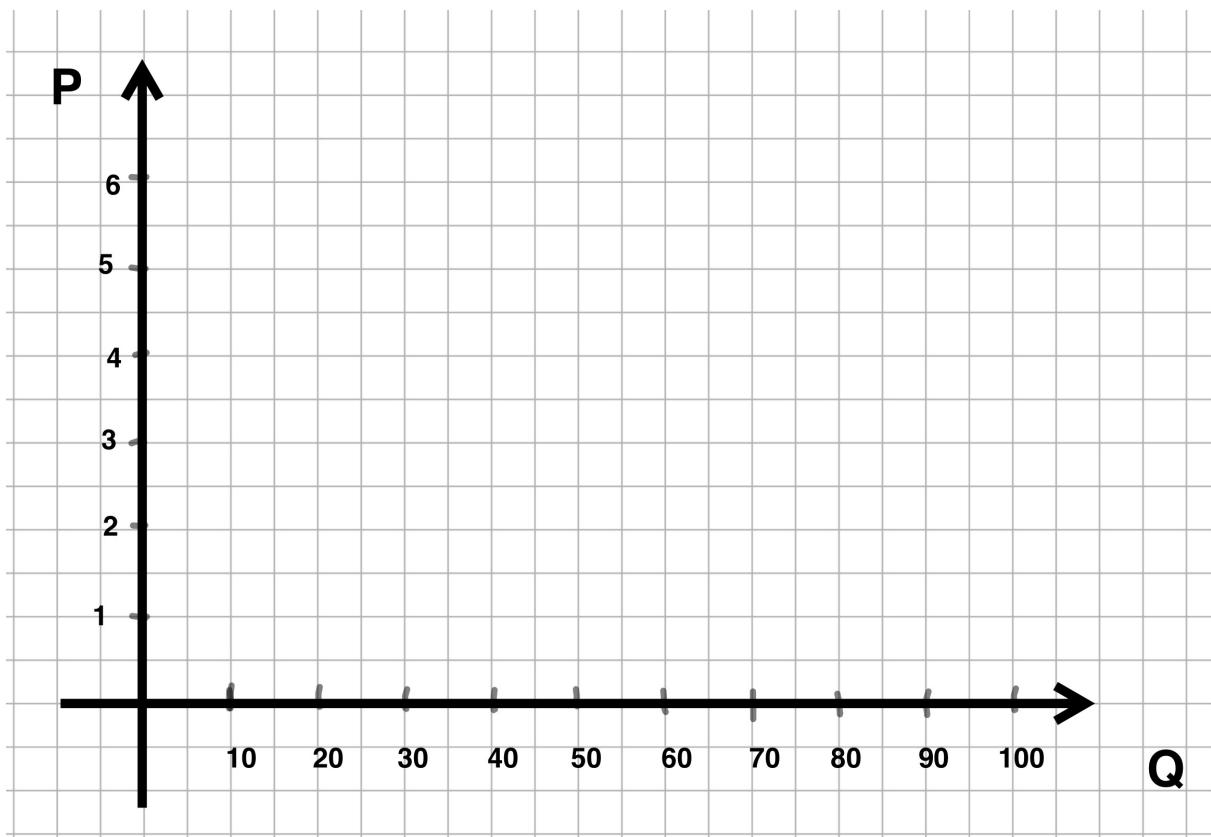
Prix de vente d'une barre(en €)	Nombre de barres offertes (en millions)
1	20
2	45
3	65
4	80
5	85
6	88

Nous constatons :

- En dessous d'un prix de vente de 1 €, le producteur **renonce à la production**. En effet, tout prix de vente ne répondant pas à un certain **critère de rentabilité**, incitera le producteur à arrêter sa production.
- Si le prix de vente passe de 1 € à 2 €, les perspectives de gain du producteur s'améliorent en général. Il a donc intérêt à augmenter ses quantités offertes. Cette argumentation vaut pour les passages jusqu'au prix de 4€.
- Toutefois à partir d'un certain niveau de prix, le volume de l'offre est tel que l'entreprise se rapproche de sa capacité de production maximale. Des problèmes d'organisation commencent à se poser : une nouvelle hausse des prix n'augmente plus les quantités offertes que de façon marginale.

Nous pouvons représenter ces données dans un graphique reprenant les quantités offertes en abscisse et les prix de vente en ordonnée.

## La courbe d'offre individuelle



### Loi de l'offre:

Toutes choses étant égales par ailleurs, la quantité offerte d'un bien :

- diminue au fur et à mesure que son prix diminue
- augmente au fur et à mesure que son prix augmente

La courbe d'offre individuelle d'un bien indique les quantités de ce bien qu'un vendeur désire vendre pour différents niveaux de prix.

### L'offre du marché :

La courbe de l'offre tracée pour un vendeur individuel peut aussi être établie pour le marché dans son ensemble. La courbe d'offre du marché d'un bien est l'addition de toutes les quantités offertes individuellement par tous les vendeurs pour différents niveaux de prix.



### 1.3.3 Le déplacement de la courbe de l'offre

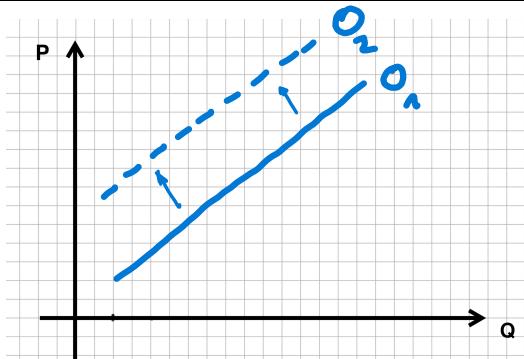
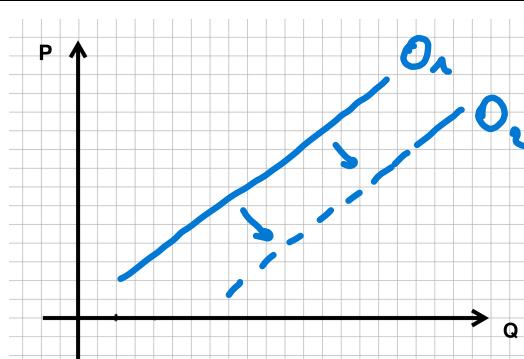
Par analogie à la courbe de demande, nous allons nous intéresser à présent aux facteurs susceptibles de provoquer un déplacement de la courbe d'offre du marché.

Les vendeurs de produits agricoles ont été confrontés à une période de forte sécheresse. Quel est l'impact de cette sécheresse sur l'offre de produits agricoles ? Suite à cette sécheresse, les vendeurs proposeront au même prix une quantité moins importante. L'offre de produits agricoles diminue et par conséquent, la courbe de l'offre se déplace alors vers la gauche. Pour un prix donné, la quantité offerte a diminué.



Il ne faut pas confondre un déplacement le long de la courbe d'offre avec un déplacement de la courbe d'offre :

- Il y a **déplacement le long de la courbe d'offre** lorsque la quantité offerte du bien change suite à la variation de son prix.
- Il y a **déplacement de la courbe d'offre** lorsqu'un facteur explicatif autre que le prix varie. Un déplacement de la courbe d'offre signifie que, pour le même prix, les vendeurs proposent des quantités plus élevées (dans le cas d'un déplacement vers la droite) ou moins élevées (dans le cas d'un déplacement vers la gauche).

Déplacement de la courbe d'offre vers la gauche	Déplacement de la courbe d'offre vers la droite
<p>Diminution de l'offre suite à/aux:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une hausse des coûts des facteurs de production (p.ex. salaires, matières premières...)</li> <li>une baisse des subventions accordées par l'Etat</li> <li>difficultés rencontrées dans la maîtrise du processus de fabrication</li> <li>un facteur extérieur ayant une influence négative sur la production (p.ex. mauvaises récoltes, grèves).</li> </ul>	<p>Augmentation de l'offre suite à/au:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une baisse des coûts des facteurs de production (p.ex. salaires, matières premières...)</li> <li>progrès dans le processus de fabrication (amélioration des techniques, meilleure maîtrise du processus de production).</li> <li>une hausse des subventions accordées par l'Etat</li> <li>un facteur extérieur ayant une influence positive sur la production (p.ex. récoltes abondantes suite au beau temps).</li> </ul> <p>Exemples : Pour le même prix donné, l'octroi de subventions permet d'offrir une quantité plus élevée (ou la même quantité à un prix moins cher) ce qui provoque le déplacement de la courbe de l'offre vers la droite.</p>
	

## 1.4 Le marché en concurrence pure et parfaite

### 1.4.1 La multitude de marchés :

Il existe une **multitude de marchés** : marché de l'automobile, marché des transferts pour footballeurs, marché de l'immobilier, marché de la drogue etc.

Suivant la **zone géographique** couverte, on distingue : le marché local, régional, national, international ou mondial

On peut distinguer les types de marchés suivants :

		
<b>Marché des B&amp;S</b>	<b>Marché du travail</b>	<b>Marché des capitaux/financier</b>
D de biens : acheteur O de biens : vendeur	D de travail : l'employeur O de travail : salarié	D de capital : agents à besoin de financement O de capital : épargnants

### 1.4.2 La place de marché :

Certains marchés (fruits, poissons frais,...) correspondent d'ailleurs encore à la forme primitive de marché qui requiert la **rencontre physique des intervenants**, alors que d'autres marchés correspondent à une **place virtuelle**, où il y a absence de rencontre physique entre les intervenants.

En général le concept de marché a ainsi tendance à devenir de plus en plus abstrait et de moins en moins lié à un lieu déterminé. L'apparition de moyens de communication à grande distance (vente aux enchères par internet) a permis d'installer un réseau d'information et de communication sophistiqué entre les acheteurs et les vendeurs. Peu importe la forme que revêt le marché nous constatons que nous sommes en présence de deux agents économiques qui ont des **intérêts tout à fait contradictoires** :

- les **offreurs** veulent vendre au prix le plus élevé possible
- les **demandeurs** veulent acheter au prix le moins élevé possible

### **1.4.3 La concurrence pure et parfaite :**

La théorie classique nous enseigne que les marchés peuvent résoudre le problème des intérêts contradictoires si les conditions suivantes, dites de la concurrence pure et parfaite sont réunies :

#### **1. L'atomicité du marché**

Il existe un très grand nombre (une infinité) d'offreurs et de demandeurs sur le marché de sorte qu'aucun d'entre eux ne puisse exercer une influence décisive sur le marché ; chaque agent pris isolément est alors un preneur de prix (« price-taker »).



#### **2. L'homogénéité des biens :**

Tous les biens destinés au même usage ont des caractéristiques identiques, ils ne se différencient ni par la qualité du produit, ni par les conditions de vente.

#### **3. La libre entrée et sortie du marché :**

Les agents peuvent à tout moment entrer et sortir du marché, il y a absence de barrières juridiques, administratives ou économiques.

#### **4. La transparence du marché :**

Tous les intervenants sont informés à tout moment et sans coûts des prix proposés ainsi que des quantités offertes et demandées.

#### **5. La mobilité des facteurs de production :**

Le capital et le travail peuvent instantanément être déplacés d'un marché vers un autre.

Les marchés qui se rapprochent de très près du modèle théorique sont les marchés de capitaux (ou marchés financiers). Le marché du travail est très imparfait.

Certains marchés de biens remplissent assez bien les conditions de la concurrence parfaite. La plupart des marchés de biens présentent toutefois des imperfections à tous les niveaux.

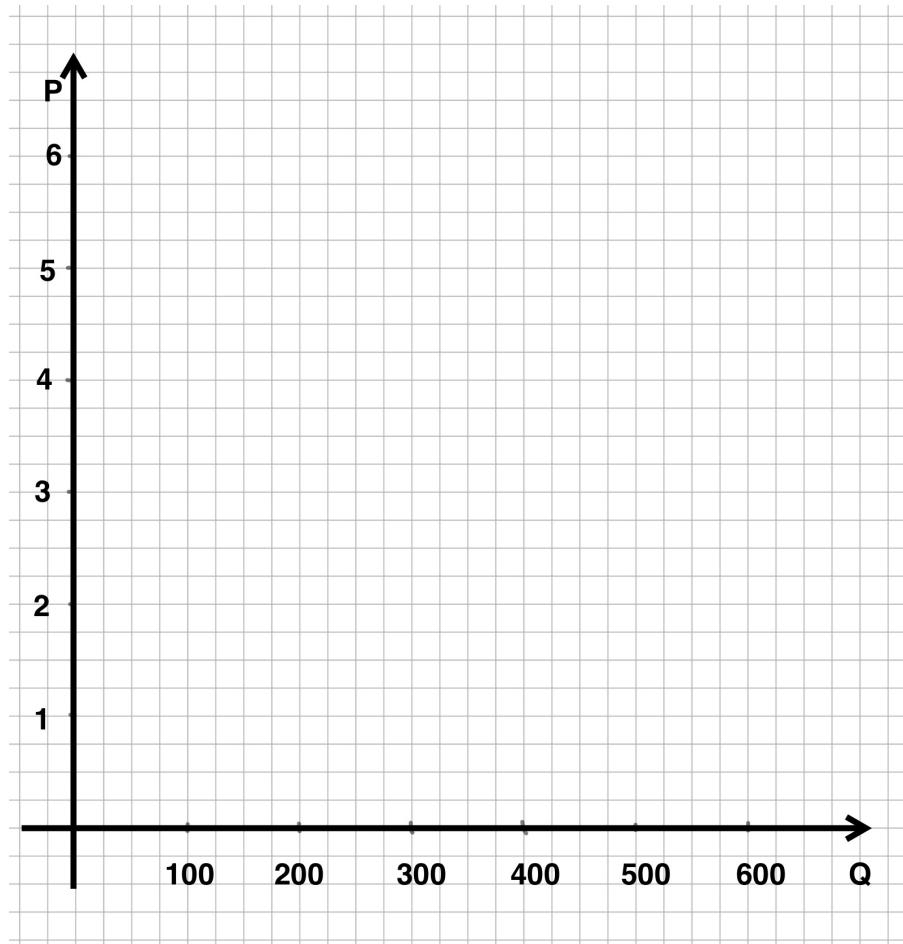
Les marchés de services sont normalement plus concurrentiels que les marchés de biens, en particulier pour les activités de conseil qui ne nécessitent généralement que peu d'infrastructures (ces activités ne demandent parfois guère plus que du mobilier et un ordinateur qui peuvent facilement être recyclés, les coûts d'entrée et de sortie sont alors assez bas).

#### 1.4.4 La formation du prix d'équilibre

Afin d'illustrer maintenant le fonctionnement d'un tel marché en concurrence pure et parfaite, nous allons reprendre l'exemple des barres chocolatées. Supposons qu'après avoir additionné toutes les offres de tous les producteurs présents sur le marché, nous trouvons le barème d'offre du marché. En répétant cette addition pour toutes les demandes de tous les consommateurs, nous pouvons également dresser le barème de demande du marché suivant :

Offre du marché		Demande du marché	
Prix (en €/barre)	Quantités offertes (en millions de barres)	Prix (en €/barre)	Quantités demandées (en millions de barres)
1	60	6	40
2	180	5	120
3	300	4	210
4	360	3	300
5	390	2	420
6	400	1	600

L'équilibre du marché :



Nous remarquons qu'au prix de  $p = 3$ , la quantité demandée est exactement égale à la quantité offerte ( $q_0 = q_d = 300$ ). Tout agent qui veut acheter ou vendre à ce prix peut le faire. Ni les consommateurs, ni les producteurs ne seront donc incités à modifier leurs plans.

Par analogie à la physique nous appelons une telle situation de stabilité où aucune force ne pousse plus au changement l'équilibre du marché. Graphiquement l'équilibre est caractérisé par l'intersection des courbes d'offre et de demande.

Peut-on maintenant trouver d'autres équilibres que celui caractérisé par l'égalité entre l'offre et la demande ?

#### **Considérons d'abord un prix supérieur à $p = 3$ comme par exemple $p = 4$ .**

A ce prix, la quantité offerte est supérieure à la quantité demandée. Puisqu'on ne pourra pas forcer les consommateurs à acheter plus que 210 barres de chocolat, il y aura un excédent d'offre égal à 150 (= 360 – 210).

- Afin de pouvoir écouter leurs stocks, certains producteurs vont commencer à diminuer leurs prix. Pour ne pas perdre leur clientèle, leurs concurrents devront suivre ce mouvement. Pour d'autres producteurs cependant la production ne sera peut-être plus rentable à un prix plus bas et ils vont se retirer du marché. Les prix et les quantités offertes diminuent ; en d'autres mots les producteurs commencent à se déplacer le long de leur courbe d'offre vers le bas.
- Du côté des consommateurs, la baisse des prix incitera les acheteurs déjà en place à acheter davantage. En plus de nouveaux consommateurs vont peut-être entrer sur le marché. Les consommateurs commencent également à se déplacer le long de leur courbe de demande vers le haut. Ces déplacements le long des courbes d'offre et de demande vont se poursuivre jusqu'en  $p = 3$ .  $P=4$  n'est donc pas un équilibre puisqu'à ce prix les intervenants sont incités à modifier leurs décisions d'achat et de vente. Ce raisonnement reste valable pour tous les prix supérieurs à  $p = 3$ .

#### **Considérons maintenant un prix inférieur à $p = 3$ comme par exemple $p = 2$ .**

A ce prix la quantité demandée est supérieure à la quantité offerte ; nous sommes donc en présence d'un excédent de demande de 240 (= 420 – 180).

Ce comportement des acheteurs fait réaliser aux vendeurs qu'ils pourront vendre plus et à un prix plus élevé, ils commencent à se déplacer le long de leur courbe d'offre vers le haut. Les vrais friands du chocolat vont alors signaler qu'ils sont prêts à payer un prix un peu plus élevé pour parvenir à acheter tout le chocolat qu'ils souhaitent. D'autres consommateurs moins amateurs pensent maintenant que le chocolat est devenu trop cher, ils ne sont pas prêts à suivre ce mouvement vers le haut et se retirent du marché. Les consommateurs commencent à se déplacer le long de leur courbe de demande vers le haut. Ces déplacements vont également se poursuivre jusqu'en  $p = 3$ .  $P = 2$  ainsi que tous les autres prix inférieurs à  $p = 3$  ne sont donc pas non plus des équilibres.

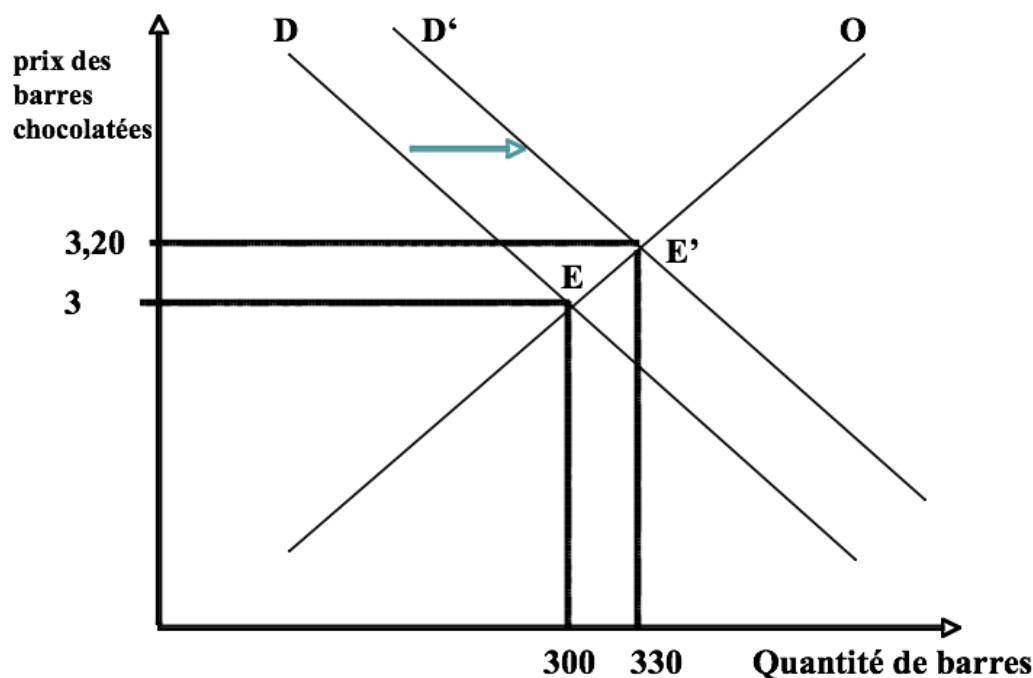
L'équilibre trouvé en  $p = 3$  est donc unique. Nous pouvons donc résumer que :

- Sur un marché répondant aux conditions de la concurrence pure et parfaite, le prix d'équilibre est celui qui égalise la quantité offerte et la quantité demandée.
- Graphiquement l'équilibre correspond à l'intersection des courbes d'offre et de demande.
- L'équilibre est unique et tout écart temporaire par rapport au prix d'équilibre sera résorbé par les forces autorégulatrices du marché.

Signalons enfin que des marchés concurrentiels réels ne sont pas toujours en équilibre. Les prix effectifs affichent juste une tendance vers le prix d'équilibre.

#### 1.4.5 Les modifications de l'équilibre du marché

Imaginons que de nouvelles études viennent à montrer que le chocolat a des effets positifs sur le moral des consommateurs et ne fasse pas grossir !

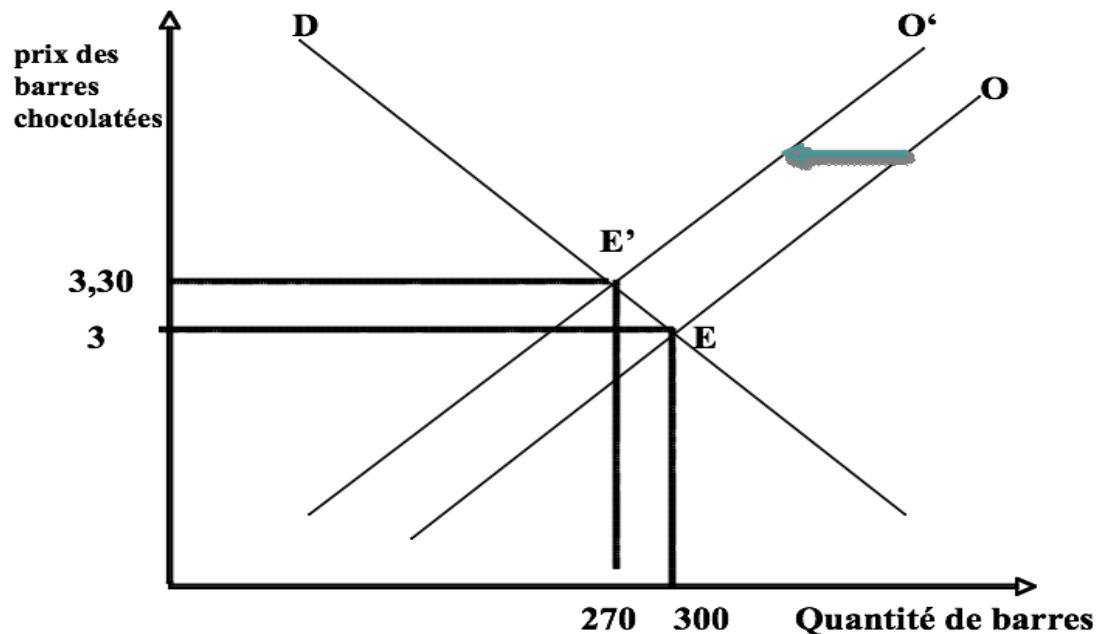


Explication :

La consommation de barres chocolatées va très probablement augmenter, ce qui se traduira alors par un déplacement de la courbe de la demande vers la droite. Dans un premier temps, l'offre de barres chocolatées ne sera pas modifiée par le changement de comportement des consommateurs.

On assistera à un déplacement de l'équilibre de E en E' avec une **augmentation des quantités demandées et des prix**.

Supposons que, suite à de mauvaises récoltes, le prix du cacao ait augmenté sur le marché mondial.



Explication :

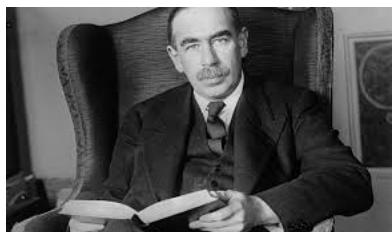
Comme le cacao est la principale matière première du chocolat, les coûts de production des barres chocolatées vont augmenter. En admettant que les marges bénéficiaires des producteurs restent inchangées, la même quantité de barres chocolatées sera offerte à un prix plus élevé : il y a déplacement de la courbe d'offre vers la gauche.

On assistera à un déplacement de l'équilibre de E en E' avec une diminution des quantités demandées et une augmentation des prix.

# 3 Le rôle de l'Etat

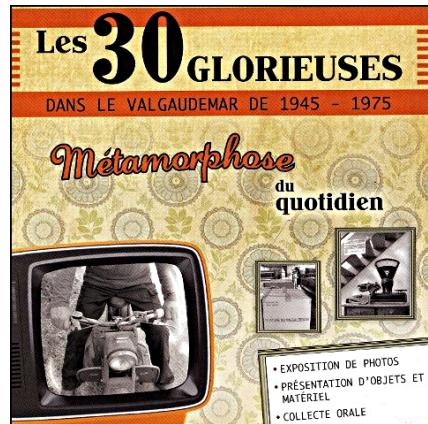
## 3.1 L'économie sociale de marché

La crise économique mondiale de 1929 et la Grande Dépression des années 30 qu'elle déclencha avaient montré que les forces du marché pouvaient s'avérer insuffisantes pour rétablir l'équilibre économique.



L'économiste britannique J.M.Keynes était le premier à démontrer la nécessité de l'intervention de l'Etat pour rétablir l'équilibre et à décrire les modalités d'une telle intervention (*p.ex. politique de soutien à la consommation en diminuant les impôts*)

Il fallut toutefois attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour que les Etats occidentaux multiplient leurs interventions dans l'économie. Ainsi l'époque des « Trente Glorieuses » peut-elle être considérée comme l'âge d'or de ce nouveau système économique, également appelé « Etat-providence (Welfare State) ».



On peut définir l'Etat-providence comme une conception de l'Etat qui vise à :

- promouvoir la croissance économique par des interventions de l'Etat dans l'économie ;
- garantir la protection sociale des citoyens (en instaurant des systèmes d'assurance obligatoires de maladie ou de pension) ;
- réduire les inégalités sociales (p.ex. en prélevant des impôts pour financer le paiement d'allocations familiales).

Toutefois, le premier choc pétrolier de 1973/74 et la crise économique mondiale qui s'en suivit provoqua une triple crise de l'Etat-providence :

- une **crise financière** liée à des évolutions démographiques (vieillissement de la population) qui ont à la fois entraîné une hausse des dépenses et une baisse des recettes. Ces problèmes de financement s'accentuent lors d'un ralentissement de l'activité économique provoquant une diminution des recettes fiscales et sociales ;
- une **crise économique**: les politiques de relance économique (d'inspiration keynésienne) deviennent de plus en plus inefficaces après 1973. Par ailleurs, les économistes néolibéraux pensent que ces politiques sont souvent inflationnistes. Ils critiquent également que trop d'Etat et trop d'aides sociales dissuadent les individus de travailler et de produire ;
- une **crise de légitimité** (culturelle) : de plus en plus d'individus considèrent que l'individualisme, le mérite et la liberté sont plus importants que la solidarité et deviennent réticents (surtout lors d'une crise économique) à payer le prix d'une solidarité obligatoire (impôts, cotisations obligatoires), fondement de l'Etat-providence. Cette réticence est renforcée par le fait que l'Etat-providence subit une crise d'efficacité : une structure lourde de l'appareil administratif entraîne souvent une lenteur des décisions des pouvoirs publics.

Cette triple crise fait en sorte que, depuis le début des années 80, et à la suite de la Grande-Bretagne avec Margaret Thatcher et des Etats-Unis avec Ronald Reagan, les pays riches libéralisent leurs économies.



**Margaret Thatcher**  
Premier ministre du Royaume uni de 1979 à 1990



**Ronald Reagan**  
Président des Etats unis de 1981 à 1989

Le rejet de l'Etat-providence ou le **désengagement de l'Etat** se traduit dans les faits suivants :

<https://youtu.be/vFeJ5z6yrJI?t=1131>

- un mouvement de privatisations ;
- une déréglementation afin d'assurer une plus grande liberté aux entreprises et une plus grande flexibilité aux mécanismes du marché ;
- un ralentissement de la redistribution, des aides sociales et des subventions aux entreprises ;
- une lutte contre le déficit budgétaire et les déficits des organismes sociaux.

Malgré ces aménagements, l'économie sociale de marché reste le modèle dominant dans la grande majorité des économies occidentales. Pour beaucoup les interventions massives des pouvoirs publics pour lutter contre les crises financières et économiques à partir de l'automne 2008 marquent le **retour de l'Etat**.

## 3.2 Les fonctions de l'Etat dans les économies développées modernes

Afin de corriger les insuffisances économiques et sociales de l'économie de marché, les pouvoirs publics interviennent dans les économies contemporaines en assumant les rôles de producteur, de régulateur et de législateur.

### 3.2.1 L'Etat producteur

En produisant des biens et services, les pouvoirs publics opèrent à deux niveaux.

#### 3.2.1.1 *L'offre de biens et services non marchands*



Pour satisfaire les besoins fondamentaux de la collectivité, les pouvoirs publics fournissent aux agents privés des biens et services qui, en principe, sont **gratuits** pour l'utilisateur final. Ainsi, l'Etat produit des biens et services que l'initiative privée ne fournit pas ou vend à trop élevé (*ex : l'enseignement public, la fréquentation des bibliothèques ou de centres culturels, l'usage des routes, la sécurité intérieure et extérieure, etc...*)

#### 3.2.1.2 *L'offre de biens et services marchands*

Les pouvoirs publics offrent, parfois dans le cadre d'**entreprises publiques**, des biens et services vendus à la collectivité à un prix souvent fixé en dehors du jeu concurrentiel (*ex: dépollution des eaux résiduaires, transport sur rails, exploitation de l'aéroport de Luxembourg, etc.*)

Si certains de ces biens et services sont offerts à un **prix permettant de supporter les coûts** (*ex : distribution d'eau, épuration des eaux polluées*), d'autres sont par contre **vendus à un prix inférieur au coût de production** (*ex : transports collectifs, piscines publiques, activités culturelles...*).



Il arrive que l'Etat et l'initiative privée s'associent en constituant ou en exploitant des entreprises appelées sociétés d'économie mixte. Les activités de ces entreprises présentent souvent un caractère d'intérêt national (Luxair, ENOVOS, SEO etc.).

### 3.2.2 L'Etat régulateur de l'activité économique et sociale

#### 3.2.2.1 L'Etat régulateur de l'activité économique



La conjoncture désigne l'ensemble des variations à court terme de l'activité économique. Par une politique appropriée, les autorités publiques tentent de corriger le niveau de l'activité économique.

Dans un scénario de *basse conjoncture* (demande insuffisante, diminution de la production, hausse du chômage), l'Etat peut stimuler la demande des ménages et des entreprises par une politique de relance de la demande en se servant des instruments suivants :

- une baisse des impôts permet d'accroître le revenu disponible (pouvoir d'achat) des ménages et le bénéfice des entreprises. Les responsables politiques s'attendent à une augmentation de la demande privée (consommation et investissement) qui peut être suivie d'une relance de la production, et par conséquent, d'un recrutement de travailleurs au chômage ;
- une hausse des dépenses publiques permet de stimuler l'activité des entreprises (construction d'un lycée, d'une salle de concert, etc.) et d'augmenter la consommation des ménages (augmentation des allocations familiales, etc.).

*Exemple : le plan de relance OBAMA de février 2009 fort de 790 milliards de dollars combine une hausse des dépenses publiques (pour 2/3) et une baisse des impôts (pour 1/3).*

<https://youtu.be/jgGJM5BZCLc?t=5>

Dans un contexte de *haute conjoncture* (demande trop forte, risque d'inflation), l'Etat pratique une politique inverse afin d'éviter une surchauffe de l'économie : hausse des taux d'imposition, réduction des dépenses publiques.

#### 3.2.2.2 L'Etat redistributeur de richesses

La **redistribution des richesses** est l'ensemble des opérations par lesquelles une partie des revenus est prélevée sur certains agents économiques pour être reversée au bénéfice d'autres.

2013				2013			
SALAIRE mensuel (arrondi au multiple inférieur de 5 EUR) MONATSLOHN (nach unten auf volle 5 EUR abgerundet)	Retenue d'impôt en EUR Steuerabzug in EUR			SALAIRE mensuel (arrondi au multiple inférieur de 5 EUR) MONATSLOHN (nach unten auf volle 5 EUR abgerundet)	Retenue d'impôt en EUR Steuerabzug in EUR		
	Classe d'impôt / Steuerklasse				Classe d'impôt / Steuerklasse		
	1	1A	2		1	1A	2
1640,00	71,70	-	-	8240,00	2575,70	2522,30	1748,40
1645,00	72,50	-	-	8245,00	2577,80	2524,40	1750,50
1650,00	73,20	-	-	8250,00	2579,80	2526,50	1752,60
1655,00	74,00	-	-	8255,00	2582,00	2528,70	1754,60
1660,00	74,90	-	-	8260,00	2584,00	2530,80	1756,80

LES RECUEILS DE LEGISLATION  
IMPÔT SUR LE REVENU DES PERSONNES PHYSIQUES  
**BARÈMES DE L'IMPÔT**  
Appliquables à partir du 1.1.2013  
Barème de l'impôt sur le revenu, les salaires, les rémunérations non périodiques et les pensions  
-Tableaux facilitant le calcul de l'impôt de l'année 2013  
-Calcul automatique de la retenue d'impôt sur les salaires et les pensions

Les pouvoirs publics exercent ce rôle redistributif à travers les transferts sociaux, comme par exemple : *le revenu minimum garanti, les allocations familiales, les aides aux étudiants,...*

### 3.2.3 L'Etat législateur

A travers ses lois et des règlements, l'Etat définit le cadre juridique nécessaire au déroulement de l'activité économique. L'Etat légifère dans les domaines les plus divers. Nous nous limitons à quelques exemples.

#### 3.2.3.1 La protection des consommateurs

Les pouvoirs publics sont appelés à protéger les consommateurs des abus éventuels de certains producteurs et/ou distributeurs.



Un exemple de protection du consommateur est constitué par « l'appellation d'origine » (marque nationale, produit du terroir,...).

#### 3.2.3.2 La protection des producteurs

L'Etat luxembourgeois réglemente l'activité de production proprement dite notamment en :

- définissant les conditions d'accès à certaines professions (*exemples : réviseurs d'entreprises, ingénieurs-conseils, bouchers, mécaniciens,...*) ;
- interdisant la concurrence déloyale et ruineuse, la publicité mensongère, les pratiques commerciales restrictives (ex. cartels) ;
- assurant la production juridique des marques, des noms commerciaux, des dessins ou modèles, des brevets d'invention (propriété intellectuelle).

#### 3.2.3.3 La protection des relations de travail

La législation du travail règle notamment :

- la durée maximale du travail ;
- le salaire social minimum ;
- la sécurité en matière du travail ;
- la protection du salarié en cas de licenciement abusif ;
- la sécurité sociale ;
- etc.



Art. L. 211-5.

Sans préjudice des articles L. 211-11, «L. 211-14 à L. 211-18»<sup>1</sup> ainsi que «L. 211-20 et L. 211-21»<sup>2</sup>, la durée de travail ne peut pas excéder huit heures par jour et quarante heures par semaine; la convention collective applicable peut fixer des limites inférieures à ces seuils.

## Annexe : Comparaison de différents types de capitalisme

Bien que le capitalisme soit aujourd'hui le modèle économique dominant, il est loin de former un bloc homogène. Le tableau comparatif suivant illustre, à titre d'exemple, la distinction entre capitalisme anglo-saxon et rhénan.

	<i>Capitalisme anglo-saxon (Etats-Unis, Grande-Bretagne)</i>	<i>Capitalisme rhénan<sup>1</sup> (Allemagne, Suisse)</i>
<b>Rôle de l'Etat</b>	Rôle de l'Etat limité, foi dans les forces du marché	Poids de l'Etat important (cadre légal, programmes pour la création d'emplois,...) mais en diminution depuis les années 80
<b>Financement de l'économie</b>	Rôle important joué par la bourse, caractère spéculatif des marchés financiers (« économie Casino »), société vivant à crédit avec un taux d'épargne très bas	Rôle important joué par les banques, garanties demandées aux emprunteurs, bourses moins spéculatives
<b>Droit du travail et Sécurité sociale</b>	Peu de congé légal aux Etats-Unis (maximum deux semaines), préavis très court, voire inexistant en cas de licenciement (« hire and fire »)  Prestations sociales légales insuffisantes, d'où rôle important des assurances complémentaires et des fonds de pension	4 à 5 semaines de congé, préavis parfois importants en cas de licenciement  Prestations sociales légales en diminution (trou de la sécu), financement privé devient plus important, mais fonds de pension largement absents
<b>Politique commerciale</b>	Très libre-échangiste (toutefois : protectionnisme déguisé)	Libre-échangiste

### 3.3 Le budget de l'Etat et la politique budgétaire



Le budget de l'Etat se compose des recettes et des dépenses utilisées par l'Etat en tant que moyen d'intervention tant sur le plan économique que sur le plan social.



Ainsi l'Etat luxembourgeois arrête, tous les ans, dans une loi budgétaire votée à la Chambre des Députés, avisée par le Conseil d'Etat et appréciée, entre autres, par les Chambres professionnelles, l'ensemble des recettes et dépenses prévues pour l'année à venir, c.-à-d. l'exercice budgétaire suivant.

#### 3.3.1 Les recettes de l'Etat

D'où proviennent les moyens financiers dont l'Etat a besoin pour mener à bien son intervention dans le domaine économique et social ?

**Nous distinguons trois sources de financement :**

##### 3.3.1.1 *Les recettes courantes : les impôts et taxes*

Il existe une grande variété d'impôts. L'art de la fiscalité consiste selon Colbert, ministre des finances sous Louis XIV, « à plumer l'oie de façon à obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris ».

<sup>1</sup> Classification inspirée de l'ouvrage « Capitalisme contre Capitalisme » de Michel Albert. D'autres classifications tiennent compte du capitalisme d'Etat (Italie) ou du capitalisme social-démocrate (Suède).

L'Etat perçoit des impôts sur les revenus des personnes physiques et sur les bénéfices des entreprises. Les achats de biens et de services sont soumis à la TVA. Les droits d'accises portent sur l'essence, le tabac, l'alcool. La vignette est une taxe sur les véhicules automoteurs, etc. En fait, peu de transactions échappent à l'imposition. Les différents impôts imaginés par les pouvoirs publics peuvent être regroupés en impôts directs et impôts indirects (fig. 1).

TABLEAU COMPARATIF	
<i>Impôt direct</i>	<i>Impôt indirect</i>
<i>Principe de classification</i>	
Perçu sur le revenu et la fortune des ménages et des entreprises en tenant compte de la capacité contributive du contribuable.	Prélévé lors de certains actes ou transactions indistinctement de la capacité contributive du contribuable.
<i>Exemples</i>	
L'impôt sur le revenu des personnes physiques, l'impôt sur le revenu des collectivités, l'impôt sur la fortune, l'impôt de solidarité, etc.	La taxe sur la valeur ajoutée (TVA), les droits d'accises, etc.

Fig.1 - Impôts directs et indirects

L'analyse du circuit économique simplifié (fig. 2) permet de visualiser la place des deux catégories d'impôts dans une économie de marché.

La répartition entre impôt direct et indirect constitue un choix politique. En général, on considère que l'impôt direct est plus équitable que l'impôt indirect. L'impôt direct tient compte de la capacité contributive du contribuable. Tel n'est pas le cas pour l'impôt indirect qui frappe le consommateur indépendamment de sa situation sociale.

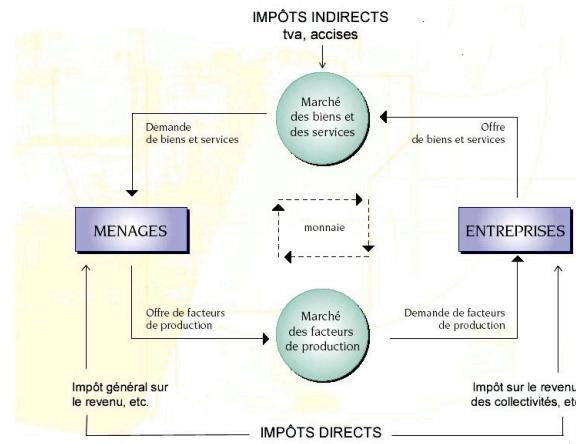


Fig. 2 – Circuit économique simplifié

### **Les impôts : définitions et précisions**

Au Luxembourg, les ménages sont soumis à l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) et les sociétés commerciales à l'Impôt sur le revenu des collectivités (IRC).

Notons que l'IRPP frappe en principe l'ensemble des revenus d'un ménage (tels que salaires, intérêts et dividendes, loyers, etc.), tandis que l'IRC se calcule sur base du bénéfice imposable.

#### ***3.3.1.2 Les autres recettes courantes***

Les autres recettes ont des origines très diverses. Elles proviennent :

- d'intérêts de fonds publics déposés auprès des banques ;
- de redevances encaissées en contrepartie de concessions accordées à certaines sociétés privées (Bourse de Luxembourg) ;
- de revenus provenant des sociétés à participation publique, que l'on appelle des sociétés d'économie mixte (CREOS, ENOVOS, SEO, SES Global, Luxair, etc.) et de l'exploitation d'entreprises publiques (P&T Luxembourg, SNCI, Office Du Ducroire, Banque Centrale du Luxembourg, etc.) ;
- de taxes sur le produit brut des jeux (Casino 2000) ;
- de recettes, de moindre importance, ayant leur origine dans la location d'immeubles ou de la vente de biens meubles (vente de bois). Les impôts et les autres recettes de l'Etat constituent les recettes courantes de l'Etat.

#### ***3.3.1.3 Les recettes en capital***

Les recettes en capital présentent un caractère non récurrent. Une vente de participations publiques en constitue un exemple.

Lorsque les recettes de l'Etat sont insuffisantes pour couvrir les dépenses, les responsables font appel à l'emprunt qui est considéré comme une recette en capital.

Toutefois l'emprunt public représente une "recette" d'une nature particulière, car contrairement aux autres recettes de l'Etat, il faudra prévoir son remboursement.

### ***3.3.2 Les dépenses de l'Etat***

Au niveau de la nation, les prévisions des différents ministères (départements ministériels, administrations et services publics, etc.) sont inscrites dans le budget. En avançant leurs propositions, les responsables des départements ministériels tablent sur les expériences faites lors des exercices budgétaires écoulés tout en tenant compte des projets futurs qu'ils désirent réaliser.

#### ***3.3.2.1 Les dépenses courantes***

Les dépenses publiques courantes ou dépenses de fonctionnement comprennent les trois postes suivants :

## La consommation publique

- traitements/salaires/pensions des fonctionnaires et employés de la fonction publique ;
- loyers, frais de fonctionnement des administrations publiques, achats de biens et services, etc.

## Les transferts

- subventions aux entreprises ;
- transferts aux ménages (allocations familiales, bourses pour études, allocation de rentrée scolaire, primes de naissance, congé parental, allocations de chômage, aides en faveur du logement, contribution publique au financement de l'assurance maladie, vieillesse, invalidité, etc.) ;
- transferts au reste du monde (UE, ONU, pays en développement, etc.) ;

## Les intérêts de la dette publique.

Une partie non négligeable des dépenses prévues dans le budget de l'Etat est le résultat d'un ensemble de dépenses récurrentes qui ne peuvent pas être supprimées d'une année à l'autre. C'est le cas, par exemple, pour les dépenses de consommation et les dépenses sociales. Plus ces charges sont élevées, plus la marge de manœuvre en faveur des projets extraordinaire sera faible.

### 3.3.2.2 *Les dépenses en capital*

En principe, les dépenses en capital correspondent aux dépenses destinées à augmenter le patrimoine public. On parle encore de dépenses d'investissement.

Exemples : investissements publics (infrastructures routières, musée, salle de concert, aérogare du Findel, construction d'écoles, etc.), prises de participation dans des entreprises privées, financement des entreprises publiques. Le remboursement de la dette publique fait également partie des dépenses en capital.

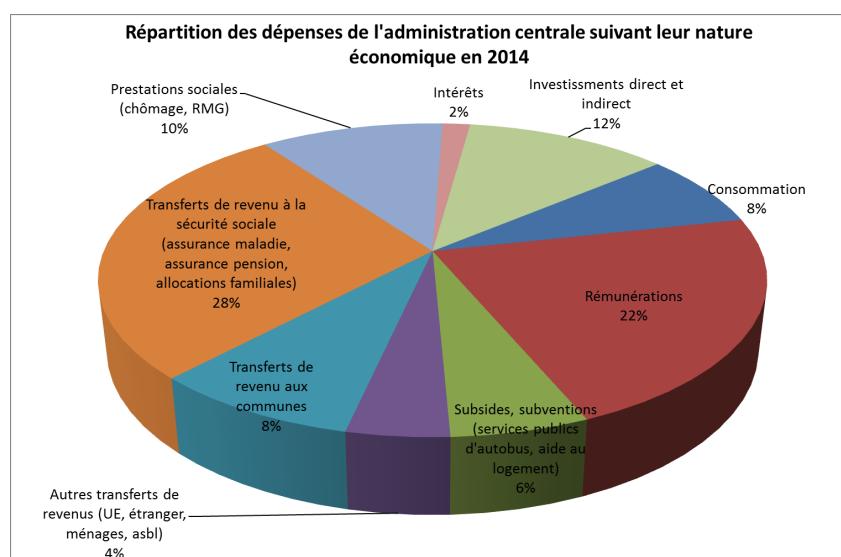


Fig. 3 (source : gouvernement.lu)

### 3.3.3 Le solde budgétaire

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes courantes de l'Etat (T) et ses dépenses (G) :

$$SB = T - G$$

Il y a :

- excédent budgétaire si  $SB > 0$
- déficit budgétaire si  $SB < 0$
- équilibre budgétaire si  $SB = 0$ .

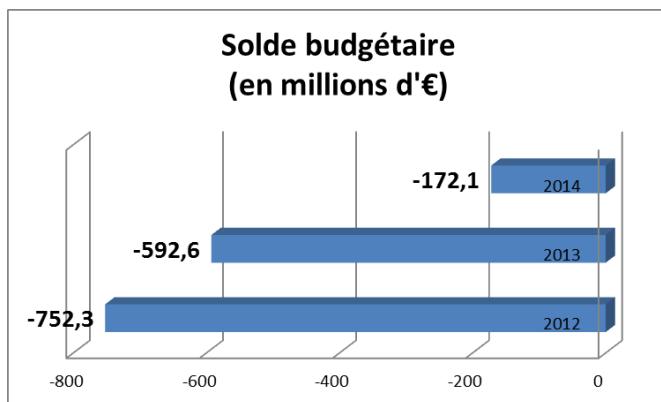


Fig. 4 (source : gouvernement.lu)

D'une façon générale, un déficit budgétaire peut être financé par l'endettement public et/ou l'utilisation de réserves budgétaires résultant des excédents des années précédentes.

L'endettement public se subdivise en dette intérieure et dette extérieure. L'endettement public est soit à court terme (émission de bons du Trésor), soit à long terme (émission d'obligations de l'Etat). L'endettement peut également être effectué auprès du système bancaire et notamment de la Banque centrale. Dans ce cas le financement est monétaire, c.-à-d. assuré par création de monnaie. Notons que le recours au financement du déficit budgétaire par la Banque centrale est interdit dans l'Union européenne.

### 3.3.4 La politique budgétaire en tant qu'instrument de la politique économique et sociale

La réalisation des objectifs fixés par le gouvernement se fait moyennant la politique budgétaire qui peut avoir entre autres une vocation conjoncturelle et une vocation sociale.

#### 3.3.4.1 La politique conjoncturelle

La conjoncture désigne l'ensemble des variations à court terme de l'activité économique. Le P.I.B., le chômage, le commerce extérieur, le niveau général des prix représentent autant

d'indicateurs qui permettent d'analyser la situation économique d'un pays. Les autorités publiques tentent de corriger le niveau de l'activité économique par une politique anticyclique ou politique budgétaire keynésienne, destinée à fournir un contrepoids à l'activité privée jugée soit insuffisante soit excessive (voir fig. 3).

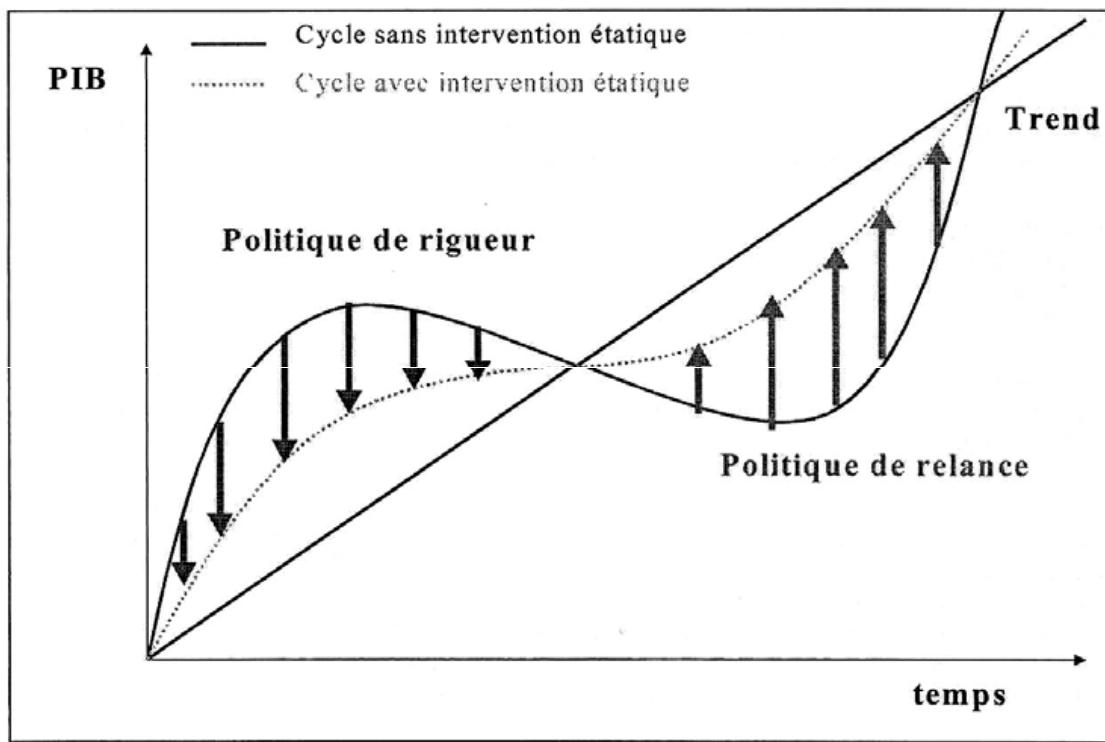


Fig. 3 – Politique de rigueur, politique de relance

Dans un **scénario de basse conjoncture** avec une demande insuffisante et un chômage en hausse, l'Etat peut stimuler la demande des ménages et des entreprises par une politique de relance de la demande (politique budgétaire expansionniste) en se servant des instruments suivants :

- une baisse des impôts permet d'accroître le revenu disponible (pouvoir d'achat) des ménages et le bénéfice des entreprises. Les responsables politiques s'attendent à une augmentation de la demande privée (consommation et investissement) qui peut être suivie d'une relance de la production et, par conséquent, d'un recrutement de travailleurs au chômage ;
- une hausse des dépenses publiques permet de stimuler l'activité des entreprises (construction d'un lycée, d'une salle de concert, etc.) et d'augmenter la consommation des ménages (augmentation des allocations familiales, etc.).

Dans un **contexte de haute conjoncture** avec une demande trop forte et un risque d'inflation, l'Etat pratique une politique de rigueur (politique budgétaire restrictive) afin d'éviter une surchauffe de l'économie : hausse des taux d'imposition, réduction des dépenses publiques.

### 3.3.4.2 *La politique sociale*



C'est à l'Etat qu'incombe la tâche d'atténuer les inégalités, voire les injustices sociales, qui ont pu apparaître dans notre système économique. Ainsi l'Etat est appelé à organiser la sécurité sociale basée sur le principe de la solidarité. Dans nos sociétés caractérisées par le vieillissement de la population, par un chômage persistant, par des inégalités de revenu et de fortune, la solidarité entre les générations ainsi qu'entre les différentes couches sociales s'avère indispensable.

Rappelons que la redistribution de richesses est l'ensemble des opérations par lesquelles une partie des revenus est prélevée sur certains agents économiques pour être reversée au bénéfice d'autres.

A travers les transferts sociaux les pouvoirs publics exercent leur rôle redistributif. Citons notamment : les allocations familiales ; les allocations d'éducation, de naissance, de maternité ; les aides aux étudiants ; le revenu d'inclusion sociale (Revis) ; les aides au logement ; le congé parental et le congé pour raisons familiales.

Remarquons que dans un contexte de politique de rigueur (politique budgétaire restrictive), le retour à un équilibre des finances publiques peut provoquer de graves coupures dans les budgets sociaux. Les gouvernements sont donc constamment obligés de faire des choix politiques, parfois très douloureux.

# 4. Monnaie, politique monétaire et inflation

## 4.1 Les fonctions de la monnaie

La monnaie remplit 3 fonctions. Elle sert d'intermédiaire dans les échanges, de réserve de valeur et d'unité de compte.

### 4.1.1 Intermédiaire dans les échanges

Dans les sociétés primitives, les échanges eurent lieu sous forme de troc : les biens s'échangeaient contre des biens. Le troc présente toutefois des inconvénients majeurs :



- Il faut trouver un partenaire d'échange (donc une personne qui a besoin du bien que nous offrons et qui en échange dispose d'un bien dont nous avons besoin).
- Les biens échangés doivent être de valeur sensiblement équivalente.
- Il faut éventuellement pouvoir diviser les biens échangés ce qui peut être difficile voire impossible (ex. : animaux).

Les difficultés du troc limitaient sérieusement le nombre d'échanges et par conséquent le développement économique. C'est pourquoi les hommes eurent très tôt recours à un bien intermédiaire accepté par tous, appelé monnaie, qui est utilisé comme moyen de paiement et qui permet de surmonter les difficultés du troc en divisant l'échange en deux parties :

- La vente : le bien contre la monnaie.
- L'achat : la monnaie contre le bien.



### 4.1.2 Réserve de valeur

Cette séparation en achat et vente implique que les agents économiques sont à même de différer leurs décisions d'achat et constituent des réserves monétaires à cette fin, ce qui est impossible dans une économie de troc. La monnaie devient donc un instrument d'épargne. Pour que cette fonction soit remplie, il faut toutefois que la valeur de la monnaie reste sensiblement identique, ou en d'autres mots que l'inflation reste faible.

### **4.1.3 Unité de compte (étalon de valeur)**

Le fait de pouvoir exprimer la valeur de tous les biens en une même unité de mesure permet de comparer ces différentes valeurs entre elles. Dans une économie sans monnaie le prix de chaque bien devrait être exprimé par un taux d'échange avec chaque autre bien : avec l'introduction de la monnaie, le temps de recherche des informations sur la valeur des biens diminue considérablement. Les coûts de transaction diminuent ce qui fait augmenter le volume des échanges.

## **4.2 Les différentes formes de la monnaie**

### **4.2.1 La monnaie-marchandise**



Historiquement la monnaie fut d'abord constituée par des marchandises acceptées de tous et faisant l'objet d'importants courants d'échange sans toutefois être surabondants. Comme exemple de telles monnaies-marchandises on peut citer le bétail en Grèce et à Rome, les blocs de thé au Tibet, les coquillages, la morue sèche à Terre-Neuve, les peaux de castor au Canada, le sel en barres, les cailloux, etc.

Elles présentaient toutefois de nombreux désavantages : certaines de ces marchandises étaient difficiles à manier et périssables (bétail), indivisibles (cailloux) ou elles changeaient de forme (peaux). C'est pourquoi les premières sociétés civilisées abandonnèrent assez rapidement ces mesures de valeur primitives et les remplacèrent d'abord par des métaux vulgaires (non précieux) comme le cuivre en Egypte, le fer à Sparte ou le Bronze à Rome<sup>1</sup> et ensuite par les métaux précieux or et argent.

---

<sup>1</sup> Le mot pécuniaire vient d'ailleurs du mot latin pecus qui désigne le bétail.

#### **4.2.2 La monnaie métallique**

Ces métaux précieux eurent des qualités indiscutables par rapport à tous les autres biens qui avaient pu servir de monnaie : ils étaient divisibles, inaltérables (ils ne changeaient pas au contact de l'air et pouvaient être stockés indéfiniment), malléables (ils pouvaient recevoir une empreinte certifiant le poids du métal) et ils présentaient une importante valeur sous un faible volume.

Au début la monnaie métallique n'existe que sous forme de lingots qu'il fallait peser lors de chaque paiement pour en contrôler la pureté (monnaie « pesée<sup>2</sup> »). C'est pourquoi on finit par fractionner les lingots en pièces qui étaient frappées d'une empreinte officielle (p.ex. l'effigie d'un prince) qui en garantissait le poids et la valeur.



Lingot « Spangenbar » ; 18e siècle avant JC, Banque nationale de Belgique

#### **4.2.3 Du certificat de dépôt au billet de banque : la naissance de la monnaie fiduciaire**

Malheureusement les pièces métalliques se prêtaient mal au transport à longue distance : le métal était lourd et le risque de vol ou de perte non négligeable. Avec le développement du commerce ce problème se fit de plus en plus pressant, c'est pourquoi les grands commerçants allemands (Fugger) ou italiens (Medici) prirent l'habitude de déposer leur or et leur argent chez des orfèvres (qui avaient les coffre-forts les plus sûrs) qui leur remettaient en contrepartie des certificats de dépôt qui commençaient peu à peu à circuler comme moyen de paiement.

Les orfèvres (qui étaient en quelque sorte les premiers banquiers) finirent par se rendre compte que les détenteurs des certificats ne demandaient jamais tous en même temps le remboursement de leur créance. Sans risque majeur, ils pouvaient donc émettre des billets d'une valeur totale supérieure à celle des dépôts en métaux précieux. Les billets additionnels servaient alors normalement à accorder des prêts. Ces billets qui n'étaient plus couverts par du métal précieux devenaient alors une véritable monnaie nouvelle en sus de la monnaie métallique.

---

<sup>2</sup> Les noms de nombreuses unités monétaires y renvoient : livres, pesos, pesetas,...

Pour que le public accepte des billets de banque qui n'étaient plus entièrement couverts par du métal précieux mais qui restaient pourtant entièrement convertibles, il fallait que les agents économiques aient confiance dans la solvabilité de l'émetteur ; d'ailleurs attribua-t-on le titre de monnaie fiduciaire (du latin fiducia = confiance) à cette nouvelle forme de monnaie. Si cette confiance s'ébranlait, notamment par une émission excessive de billets non couverts, les détenteurs de billets se précipitèrent pour effectuer des retraits massifs de métal précieux qui se soldaient par la faillite de l'institut émetteur (une faillite célèbre est celle du banquier John Law au 18e siècle).

#### 4.2.4 La monnaie fiduciaire

La monnaie fiduciaire comprend les pièces et billets de banque. Les billets de banque sont nés comme certificats de dépôt (relatifs à un dépôt d'or et d'argent) émis par des banquiers privés au Moyen Age.

Quand les banquiers commencèrent à s'en servir comme moyens de paiement autonomes, ils perdirent une partie de leur couverture en métal précieux. Leur valeur dépendait dès lors de la confiance que les agents économiques voulaient bien leur accorder ; d'où le nom de monnaie fiduciaire attribué à cette forme de monnaie. Des crises financières font en sorte que cette confiance n'est pas infaillible et poussent à une intervention de l'Etat.



L'abondance de krachs bancaires et l'importance croissante des billets comme moyen de paiement (qui remplaçaient de plus en plus la monnaie métallique) incite finalement l'Etat à intervenir dans l'émission des billets de banque à partir du 19e siècle. Ainsi l'émission des billets passe des banques privées à une seule banque d'émission (appartenant à l'Etat ou du moins dépendante de lui), appelée banque nationale ou Banque Centrale.

#### 4.2.5 La monnaie scripturale

Même si les banques privées n'émettent plus de monnaie fiduciaire, elles sont quand même à l'origine d'une autre forme de monnaie appelée monnaie scripturale. En effet, chaque fois qu'un agent économique dépose de l'argent sur un compte bancaire (ou dans un centre des chèques postaux), la banque lui inscrit la somme déposée sur un compte à vue (ou CCP). Ces avoirs sur comptes à vue (ou dépôts à vue) constituent la monnaie scripturale (du latin scribere = écrire). Il s'agit bel et bien d'une nouvelle forme de monnaie en sus de la monnaie fiduciaire puisque cette dernière ne disparaît pas définitivement de la circulation. Elle peut par exemple être utilisée par les banques pour effectuer des prêts, alors que le détenteur du compte peut transférer de l'argent de son compte bancaire sur un autre compte bancaire pour effectuer des paiements. Contrairement à la monnaie fiduciaire, la monnaie scripturale n'est plus palpable, mais n'existe que par simple jeu d'écritures.

Les virements et les cartes de paiement (Bancomat) et les cartes de crédit (Visa, Eurocard,...) ne constituent pas de monnaie scripturale, mais juste des supports pour faire circuler la monnaie scripturale.



L'exemple ci-dessous<sup>3</sup> montre que la création de monnaie scripturale s'effectue par un simple jeu d'écritures d'une banque commerciale.

<sup>3</sup> Pour des raisons de simplification, l'exemple ne tient pas compte des dates valeur, de la réserve légale ou d'autres obligations légales auxquelles sont soumises les instituts de crédit.

Au départ, madame Duprès dépose 10.000 € auprès de la Banque du Centre. Les billets de banque sortent de la circulation pour entrer dans le trésor de la banque.

<b>Banque du Centre Luxembourg SA</b>			
Extrait de compte à vue en EUR			
Date: 25/05/2015		N° d'extrait: 37/1	
Date		Ancien solde:	12.387,95 €
25.05	Versement agence Mersch		10.000,00 €
		Nouveau solde:	22.387,95 €
Compte n°: IBAN LU 97 2222 0754 2304 0000		Titulaire: Jeanne Duprès	

Deux jours après ce dépôt, la Banque du Centre accorde un crédit de 10.000€ à monsieur Wanderscheid. Ce dernier retire immédiatement l'argent sous forme liquide pour financer divers travaux de rénovation dans sa maison d'habitation.

<b>Banque du Centre Luxembourg SA</b>			
Extrait de compte à vue en EUR			
Date: 27/05/2015		N° d'extrait: 52/1	
Date		Ancien solde:	2.700,00 €
27.05	Virement en votre faveur / contrat crédit n° 2597		10.000,00 €
27/05	Retrait agence Ettelbrück	-	10.000,00 €
27/05	Frais bancaires	-	5,00 €
		Nouveau solde:	2.695,00 €
Compte n°: IBAN LU 87 3687 0454 8904 0000		Titulaire: Raymond Wanderscheid	

Madame Duprès pourra continuer à disposer de l'argent déposé sur son compte bancaire en se servant de différents instruments de paiement (cartes bancaires, ordres de virement etc..) et les billets de banque retourneront dans le circuit économique, au moment où monsieur Wanderscheid retire les 10.000€.

Comme monsieur Wanderscheid effectue des paiements de factures (avec l'argent du crédit bancaire), ces derniers seront sans doute à l'origine de nouveaux dépôts bancaires, et feront à leur tour augmenter le volume de la masse monétaire. On constate donc que les banques commerciales peuvent créer de la monnaie scripturale via de simples jeux d'écritures.

## **BITCOIN : UNE MONNAIE VIRTUELLE BIEN INSTALLÉE, MALGRÉ LES RISQUES**

*Après plus de sept années d'existence, le bitcoin suscite un intérêt croissant dans le monde, y compris au Japon où sa réputation a pourtant été entachée par le retentissant scandale MtGox dont l'ex-patron, Mark Karpeles, comparaît devant la justice à Tokyo. Formé des termes anglais "coin", pièce de monnaie, et "bit", unité de mesure informatique binaire, le bitcoin désigne une monnaie virtuelle issue d'un logiciel conçu en 2009 par un ou plusieurs informaticiens, se cachant derrière le pseudonyme Satoshi Nakamoto.*

*Contrairement aux devises physiques telles que l'euro ou le dollar, le bitcoin est immatériel et n'est régi par aucune banque centrale ni aucun gouvernement, mais par une vaste communauté d'internautes. Toutefois, au Japon, une loi datant de 2016 encadre les sociétés gérant des plateformes d'échange. Ce texte sur "les monnaies virtuelles" a été décidé après le scandale qui a conduit à la faillite de la plateforme d'échange MtGox en 2014. La monnaie bitcoin, à l'instar d'autres crypto-monnaies, sert à payer des services, des marchandises ou même acheter d'autres devises. Elle est cependant la plus connue et est désormais acceptée par des milliers de sites web et boutiques ayant pignon sur rue.*

*Il existe des plateformes d'échange permettant d'acheter des bitcoins avec d'autres devises. Vendredi, un bitcoin valait à Tokyo quelque 284.110 yens ou 2.499 dollars et 2.189 euros, après avoir connu au fil des ans de très importantes fluctuations. Il ne valait que quelques centimes à son lancement, puis est monté à plus de 1.000 dollars à l'automne 2013 avant de retomber autour de 200 dollars en 2015 et de se relever ensuite.*

### **Comment sont générés les bitcoins ?**

*La création de bitcoins est entièrement informatique, mais elle est plutôt réservée à des spécialistes dotés de serveurs de très grande puissance de calcul. Un logiciel gratuit à télécharger permet la fabrication de cette monnaie, une opération appelée le "minage". Il faut pour cela résoudre des équations successives avant d'obtenir un bitcoin. L'algorithme génère les bitcoins en nombre décroissant jusqu'à ce que le total en circulation (actuellement plus de 16,4 millions d'unités, représentant une capitalisation totale d'environ 43 milliards de dollars), atteigne le plafond de 21 millions. C'est ce caractère "série limitée" qui est en partie responsable de la quête de cette monnaie.*

### **Quel avenir pour cette monnaie ?**

*Le système de cryptage employé garantit en théorie la sécurité et la traçabilité des transactions. Mais, instrument, selon ses détracteurs, de tous les trafics illégaux du fait de l'anonymat des paiements, le bitcoin est, dans sa forme actuelle, vulnérable au vol ou toute autre opération frauduleuse.*

## 4.3 L'inflation et la politique monétaire

Le marché de la monnaie n'est pas toujours en équilibre. Les « déséquilibres » les plus connus sont l'inflation, respectivement la déflation (hausse, respectivement baisse généralisée et continue du niveau général des prix). L'histoire nous montre que c'est surtout l'inflation qui pose problème, car elle peut avoir des effets politiques et sociaux très graves comme par exemple en Allemagne dans les années 1920 ou en Amérique du Sud durant les années 1980.

<https://youtu.be/rz0WKZjWmVw>

### 4.3.1 Définition de l'inflation

L'inflation correspond à un phénomène de hausse généralisée et continue du niveau général des prix. Il ressort de cette définition qu'il ne suffit pas qu'un ou plusieurs biens deviennent plus chers, mais il faut que les prix de la plupart des biens et services augmentent. Une hausse temporaire des prix n'est pas non plus une condition suffisante pour que l'on puisse parler d'inflation, il faut que le niveau général des prix augmente d'une façon continue.



Plusieurs types d'inflation peuvent être distingués en fonction de la gravité du phénomène :

- Inflation rampante : taux compris entre 2 et 10% par an ;
- Inflation galopante : taux > 10% par an ;
- Hyperinflation : taux > 50% par mois.

Au Luxembourg, l'inflation est mesurée mensuellement par le STATEC au moyen de l'indice des prix à la consommation (fig. 4).

## Indice des prix à la consommation

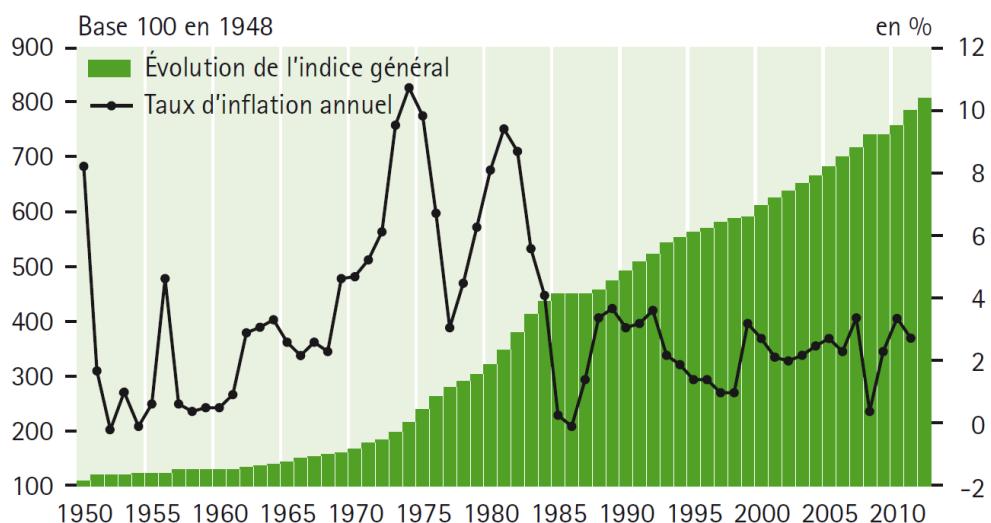


Fig 4. (source : statec.lu)

Si on veut trouver un remède contre l'inflation, il faut d'abord établir un diagnostic précis, c'est-à-dire analyser les causes qui sont à l'origine de l'inflation.

### 4.3.2 Les causes de l'inflation

#### a) L'inflation par excès de monnaie

Selon la théorie monétariste basée sur la théorie quantitative de la monnaie, l'inflation serait la conséquence d'une expansion trop rapide de la masse monétaire par rapport à la quantité de biens et services disponibles.

#### b) L'inflation par la demande

L'inflation par la demande s'explique par un excès de la demande par rapport à l'offre ; lorsque les capacités de production ne suffisent plus à fournir les biens et services nécessaires afin de satisfaire la demande, cet excès conduit à une hausse des prix jusqu'à l'obtention d'un nouvel équilibre.

L'accroissement de la demande qui tire l'inflation (demand pull) peut avoir diverses origines<sup>4</sup> :

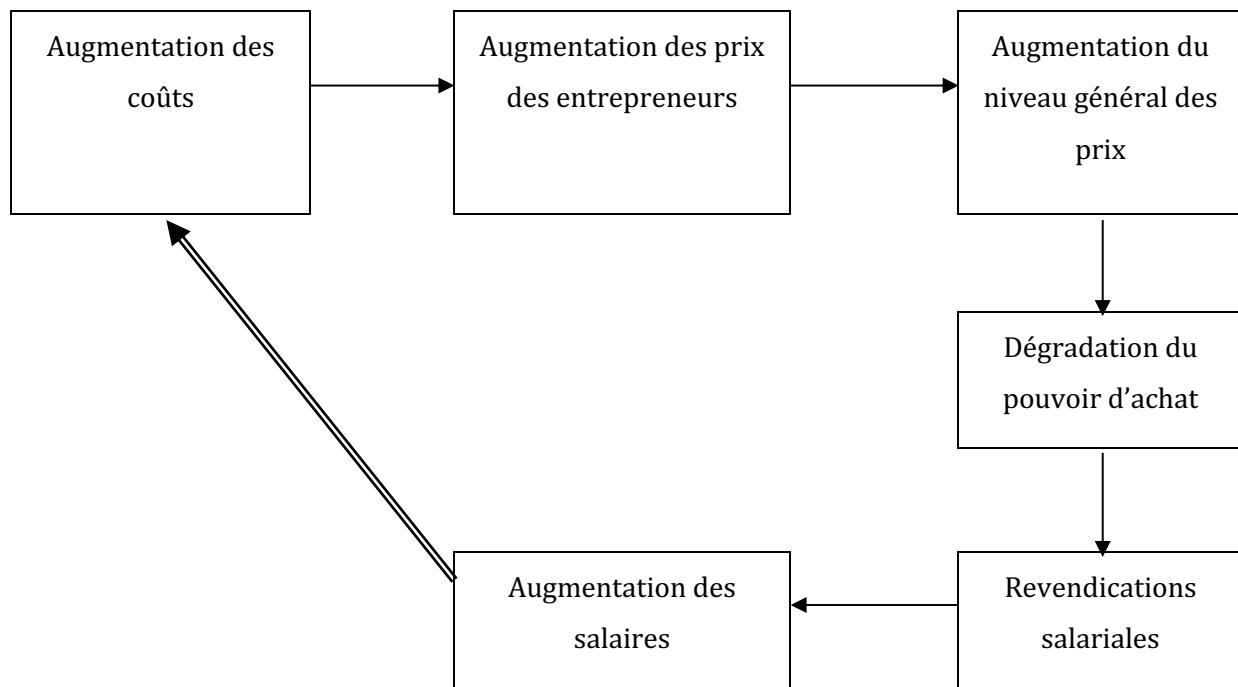
- un recours excessif au crédit à la consommation ;
- une réduction substantielle des taux d'imposition ;
- une forte augmentation des dépenses d'investissement des entreprises ;
- une hausse des dépenses publiques ;
- une hausse démesurée des salaires ;
- une hausse des exportations suite à une demande accrue de l'étranger.

<sup>4</sup> A. Hastert, F. Hauer, C. Hauffels, JC. Havé, P. Kails, C. De Toffoli, G. Trausch, Economie, l'essentiel, Ministère de l'Education Nationale, de la Formation Professionnelle et des Sports, Luxembourg, 2001.

### c) L'inflation par les coûts

L'inflation par les coûts provient d'une hausse des coûts de production des entreprises. Une augmentation du prix des matières premières et/ou de l'énergie, une hausse substantielle des salaires et/ou des charges sociales, des impôts ou du taux d'intérêt peuvent être à l'origine d'une hausse du coût de production. Dans la mesure où elle n'est pas compensée par une augmentation de la productivité, cette hausse va se répercuter sur les prix de vente.

Remarque : la spirale inflationniste désigne un mouvement selon lequel une hausse des prix entraîne une hausse des salaires conduisant à une nouvelle augmentation des prix etc.



... ainsi, l'inflation entraîne l'inflation.

#### 4.3.3 Les conséquences de l'inflation

Les conséquences de l'inflation sont multiples :

- Hausse du coût de la vie et baisse du pouvoir d'achat : si le niveau général des prix augmente plus vite que les revenus, les ménages s'appauvrisent.
- Découragement de l'épargne : plus le taux d'inflation est élevé par rapport au taux d'intérêt, moins les agents économiques sont incités à épargner.
- Baisse de la compétitivité des entreprises nationales : la hausse des prix intérieurs pénalise les entreprises nationales par rapport à leurs concurrents étrangers. Les exportations risquent de baisser, ce qui peut avoir une influence néfaste sur toute l'économie nationale avec une baisse de la production et un risque accru de chômage.
- Il y a des gagnants et des perdants en situation d'inflation. La hausse des prix profite à ceux qui possèdent des biens réels et à ceux qui sont endettés. Les épargnantes par contre et les personnes qui ont des revenus qui ne s'adaptent pas à la hausse du niveau général des prix, subiront une dégradation de leur patrimoine et de leur pouvoir d'achat.

#### 4.3.4 La mesure de l'inflation

Lorsqu'une valeur évolue dans le temps, il est souvent pratique de la présenter en utilisant la notion d'indice. On choisit une année de référence : année N. A cette année de référence N, on affecte l'indice 100. Les autres indices sont calculés proportionnellement aux valeurs respectives :

$$\text{Indice de l'année } N+1 = \frac{\text{Valeur de l'année } N+1}{\text{Valeur de l'année de référence}} * 100$$

#### Application

Un beaujolais primeur coûte à l'époque 0 (période de référence) 5,40 €. Le prix du beaujolais primeur à l'époque 1 est de 6,21 €. En prenant comme référence la base 100 (ou indice 100) le prix du beaujolais à l'époque 0, nous calculons la valeur de l'indice du beaujolais à l'époque 1.

$$I_{1/0} = \frac{P_1}{P_0} * 100 = \frac{6,21}{5,40} * 100 = 115$$

Dire que « la bouteille de beaujolais primeur » est à l'indice 115 à l'époque 1 (base 100 à l'époque 0), c'est constater une augmentation de prix de 15 % par rapport à l'année de base.

## Application

Complétez le tableau ci-dessous qui reprend l'évolution du prix d'une matière première entre 2011 et 2015, l'année 2011 étant considérée comme année de base.

	<b>2011</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
<b>Prix :</b>	<b>150 €</b>	<b>175 €</b>	<b>130 €</b>	<b>180 €</b>	<b>200 €</b>
<b>Indice:</b> par rapport à la base 2011					
<b>Variation:</b> par rapport à l'année de base:					
<b>Variation:</b> par rapport à l'année précédente:					
<b>Variation:</b> entre 2012 et 2015					

## Application

Le tableau ci-dessous indique l'évolution des prix de certains biens entre septembre 2015 et septembre 2016. (publication STATEC 5 octobre 2016)		Indices			Taux de variation en %	
		Sept. 2015	Août 2016	Sept. 2016	Sept. 2016 / Sept. 2015	Sept. 2016 / Août 2016
Base 100 en 2015						
Viande		100,44	101,94	102,32	1,87	0,37
Poisson		99,90	106,14	105,29	5,40	-0,80
Lait, fromages et oeufs		99,83	99,31	98,88	-0,95	-0,43
Fruits		102,73	109,59	108,37	5,49	-1,11

Montrez comment on a trouvé la variation du prix du poisson entre septembre 2015 et septembre 2016.

Au Luxembourg c'est le STATEC qui calcule chaque mois l'indice des prix à la consommation en suivant l'évolution du prix des biens et services représentatifs de la consommation au Luxembourg. Ces articles constituent ce que l'on appelle le panier de l'indice. Ce panier est subdivisé en 12 divisions comportant, pour l'année 2008, 255 positions différentes. L'indice des prix à la consommation est la moyenne pondérée de ces 255 positions différentes.

Chaque position est affectée d'un poids (exprimé en %) qui correspond à l'importance relative dans la consommation finale des ménages (établie annuellement dans le cadre des comptes nationaux). Les prix sont recueillis mensuellement par le STATEC au moyen d'enquêtes dans les magasins de détail ainsi que chez les prestataires de services.

### **Application**

Dans une économie où les ménages consacrent la totalité de leurs revenus à la consommation de 5 biens, les dépenses de consommation ainsi que l'évolution des prix entre 2011 et 2012 peuvent être résumées comme suit :

	Dépenses en €	Pondération	Prix en 2011	Prix en 2012	Prix en 2013	Indice en 2012	Indice en 2013	Indice pondéré en 2013
<b>Jus de fruits</b>	125,00€		3,00€	3,50€	3,75€			
<b>Carottes</b>	600,00€		2,75€	2,00€	3,00€			
<b>Viande</b>	500,00€		6,00€	8,00€	4,00€			
<b>Pain</b>	300,00€		1,25€	1,50€	2,50€			
<b>Loisirs</b>	555,00€		4,00€	5,00€	6,00€			

Calculez pour chaque année les indices individuels en prenant l'année 2011 comme année de base. *Voir tableau*

---

---

---

---

Comparez à l'aide de ces indices l'évolution du prix des carottes entre 2011, 2012 et 2013. Que pouvez-vous en conclure ?

---

---

---

---

Déterminez et interprétez l'indice pondéré pour l'année 2013.

---

---

---

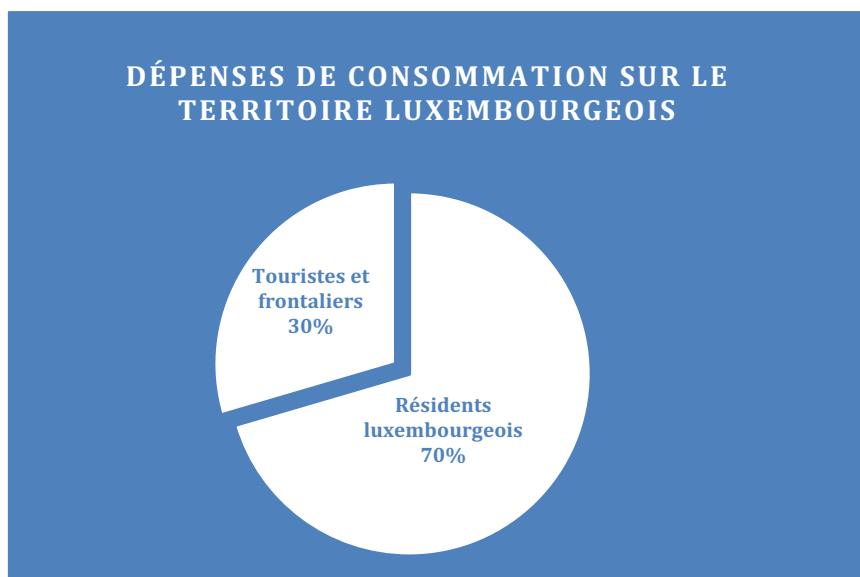
---

Le STATEC établit deux indices de prix à la consommation distincts pour le Luxembourg.

#### ***Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)***

La pondération repose sur la dépense de consommation effectuée sur le territoire du Luxembourg par les résidents et les non-résidents. L'IPCH sert de base au calcul de l'évolution des prix selon une procédure harmonisée sur le plan européen.

La prise en considération des dépenses des non-résidents peut considérablement influencer le mouvement de l'indice des prix, surtout dans une économie de petit espace comme le Luxembourg, avec notamment une surreprésentation des boissons alcoolisées, des carburants et du tabac.



## ***Indice des prix à la consommation nationale (IPCN)***

La pondération ne tient pas compte des dépenses effectuées par les non-résidents sur le territoire du Luxembourg. C'est l'IPCN qui sert de base à l'indexation des salaires.

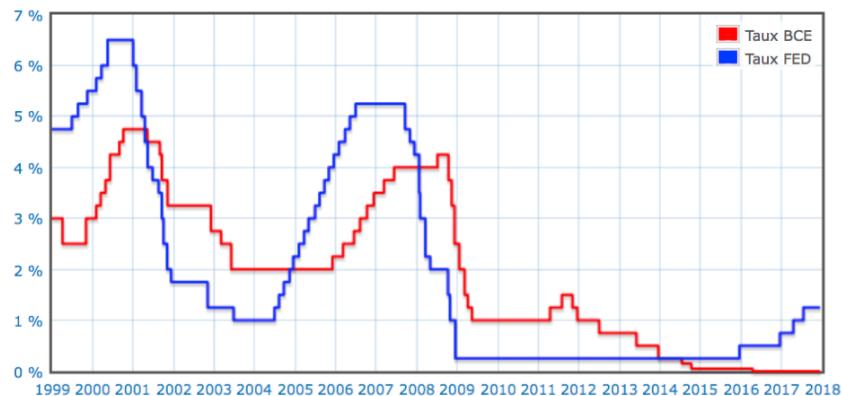
	<b>Pondération en pour- mille</b>
<b>INDICE GÉNÉRAL</b>	<b>704,6</b>
<b>Les douze divisions</b>	
PRODUITS ALIMENTAIRES ET BOISSONS NON ALCOOLISÉES	83,3
BOISSONS ALCOOLISÉES ET TABAC	26,5
ARTICLES D'HABILLEMENT ET CHAUSSURES	41,3
LOGEMENT, EAU, ÉLECTRICITE ET COMBUSTIBLES	108,1
AMEUBLEMENT, ÉQUIPEMENT DE MÉNAGE ET ENTRETIEN	55,0
SANTÉ	17,8
TRANSPORTS	113,5
COMMUNICATIONS	19,9
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	60,8
ENSEIGNEMENT	11,7
HOTELS, CAFÉS, RESTAURANTS	52,3
BIENS ET SERVICES DIVERS	114,4

#### 4.3.5 La lutte contre l'inflation

D'une façon générale, ce sont les banques centrales à qui incombe la mission de garantir la stabilité des prix. La Banque centrale européenne s'est fixée comme objectif de maintenir l'inflation en-dessous, mais proche de 2%.

Le principal moyen utilisé par la BCE pour contrôler l'inflation est la fixation du taux d'intérêt directeur. Une hausse du taux d'intérêt directeur sera suivie par une hausse des taux d'intérêt pratiqués par les banques commerciales, ce qui va décourager le crédit et contribuer à une contraction de la consommation et de l'investissement. La baisse de la demande globale réduit la pression sur les prix et en fin de compte, l'inflation ralentit petit à petit. C'est ce que l'on appelle une politique monétaire restrictive.

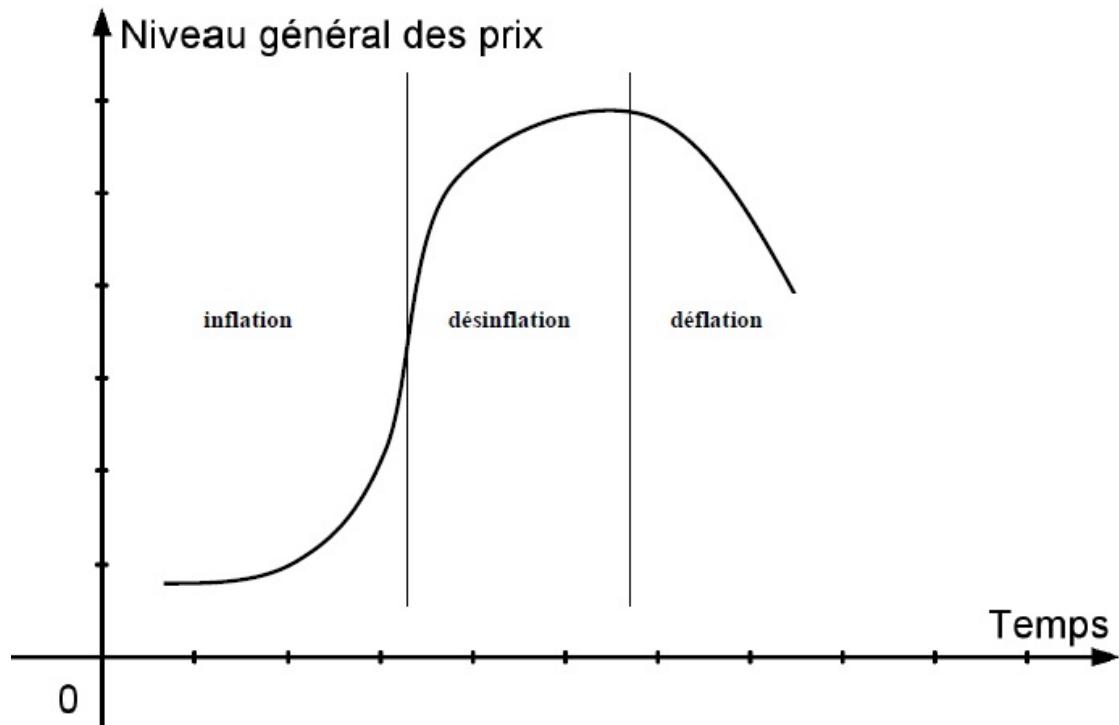
**Taux directeurs BCE et FED depuis 1999**



#### 4.3.6 La déflation et la désinflation

Plus rare, mais tout aussi néfaste pour l'économie, la déflation consiste en un mouvement à la baisse du niveau général des prix. La déflation est souvent synonyme de réduction de l'activité économique et de montée du chômage. L'explication est simple et logique : lorsque les agents économiques estiment que dans le futur les achats vont leur coûter moins cher qu'aujourd'hui, ils vont attendre avant d'acheter ou d'investir. Cette anticipation collective de baisse des prix va provoquer une baisse de la demande globale et donc un ralentissement de l'activité économique.

La désinflation se situe entre l'inflation et la déflation. Il s'agit d'un ralentissement de l'inflation ; les prix continuent d'augmenter, mais de plus en plus faiblement. La relation « inflation-désinflation-déflation » peut être représentée graphiquement.



# 5 Emploi et chômage

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'économie luxembourgeoise a su créer un nombre croissant d'emplois, d'abord grâce à la sidérurgie et aux efforts de diversification économique, puis suite à l'essor des activités de la place financière. Vu la pénurie de la main d'œuvre luxembourgeoise, une part importante des emplois créés ont été occupés par des travailleurs migrants, puis par des travailleurs frontaliers. Paradoxalement, la progression de l'emploi a été accompagnée d'une montée du chômage de la population résidente.

## 5.1 Le marché du travail

Ces dernières décennies, le marché du travail au Luxembourg a connu des mutations structurelles communes à toutes les économies occidentales (tertiarisation de l'emploi, féminisation de l'emploi,...), mais il a aussi fait face à des évolutions particulières (rôle important joué par les frontaliers).

Nous étudierons d'abord les aspects quantitatifs de l'emploi (l'évolution du volume de l'emploi), puis les aspects qualitatifs de l'emploi (l'évolution de la nature des emplois).

### 5.1.1 Les aspects quantitatifs de l'emploi (volume de l'emploi)

Par « population active », on entend les personnes résidentes en âge de travailler :

- exerçant une activité professionnelle rémunérée ou
- étant au chômage (à la recherche d'un emploi)

$$\text{Population active} = \text{population active occupée} + \text{chômeurs}$$

La « population inactive » se compose des personnes :

- n'étant pas en âge de travailler (enfants, retraités) ou
- n'exerçant volontairement pas d'activité professionnelle (étudiants, personnes au foyer).

Le « volume de l'emploi » correspond à la population active occupée et dépend de l'évolution de la population totale, du taux d'activité global et du nombre de frontaliers.

## L'évolution de la population totale

Recensement de la population	1991	2001	2011	2019 <sup>1</sup>
x 1 000				
<b>Population totale</b>	<b>384.4</b>	<b>439.5</b>	<b>512.4</b>	<b>613.9</b>
dont: Femmes	196.1	223.0	257.4	305.2
Luxembourgeois	271.4	277.2	291.9	322.4
Étrangers	113.0	162.3	220.5	291.5
dont: Portugais	39.1	58.7	82.4	95.5
Français	13.0	20.0	31.5	46.9
Italiens	19.5	19.0	18.1	22.5
Belges	10.1	14.8	16.9	20.0
Allemands	8.8	10.1	12.0	13.0
Autres pays de l'UE	13.3	17.2	30.9	48.2
Autres non UE	9.2	22.5	28.7	45.4
<b>Étrangers en %</b>	<b>29.4</b>	<b>36.9</b>	<b>43.0</b>	<b>47.5</b>

<sup>1</sup> basé sur le Registre national des Personnes Physiques au 1<sup>er</sup> janvier

En général, l'évolution de la population totale dépend du rapport entre les naissances et les décès ainsi que de l'immigration.

## L'évolution du taux d'activité global

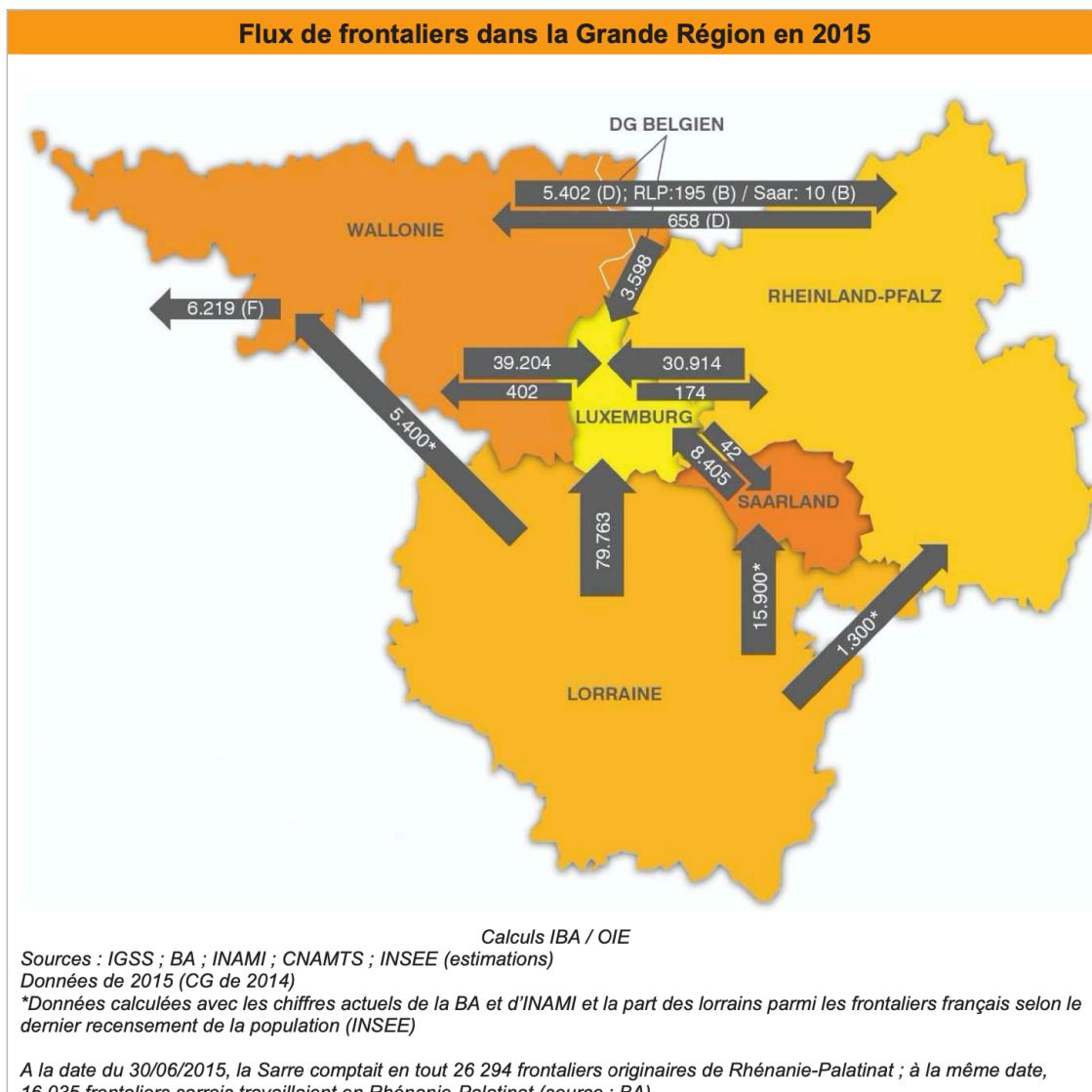
Le « taux d'activité global » mesure le nombre de personnes actives par rapport à la population en âge de travailler (20-64).

**Taux d'activité global = population active/population en âge de travailler**

Les dernières années, le taux d'activité global au Luxembourg était d'environ 70%.

## L'évolution du nombre de frontaliers sur le marché de l'emploi au Luxembourg

Depuis 1990, la majeure partie des emplois créés au Luxembourg (en moyenne une progression annuelle de 3,5%) sont occupés par des frontaliers, c.-à-d. par des travailleurs non-résidents en provenance de nos 3 pays limitrophes.



En 1985, il n'y avait que 16.100 frontaliers au Luxembourg contre 197.000 en 2018 ! Cette présence de plus en plus prononcée des frontaliers fait en sorte que l'emploi intérieur et l'emploi national diffèrent de façon marquée au Luxembourg.

**L'emploi intérieur** est formé de l'ensemble des personnes travaillant sur le territoire national quel que soit leur lieu de résidence. Il tient donc compte des frontaliers étrangers travaillant au Luxembourg, mais néglige les frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger et les fonctionnaires des institutions internationales considérées comme extraterritoriales.

**L'emploi national** représente l'emploi des personnes résidant sur le territoire du Grand-Duché du Luxembourg quel que soit leur lieu de travail. Il englobe donc les frontaliers luxembourgeois travaillant à l'étranger et les agents des institutions internationales.

Emploi et chômage	2000	2010	2017	2018
<i>x 1 000 (moyenne annuelle)</i>				
1. Emploi intérieur	264.0	359.6	432.7	448.9
Salariés	245.7	337.4	406.5	422.0
Non-salariés	18.3	22.1	26.3	27.0
2. Frontaliers nets (a) - (b)	79.3	141.2	175.4	184.4
a. Frontaliers non résidents	88.1	152.4	188.0	197.0
Non-salariés	1.1	3.1	4.6	4.9
Salariés	87.0	149.3	183.4	192.1
en provenance de: France	46.5	74.1	92.9	98.2
Allemagne	16.4	37.5	45.4	47.2
Belgique	24.2	37.8	45.0	46.7
b. Frontaliers résidents	8.8	11.2	12.6	12.6
dont: Agents et fonctionnaires internationaux	7.8	10.1	11.3	11.3
3. Emploi national (1) - (2)	184.7	218.4	257.3	264.5
4. Demandes d'emploi non satisfaites	4.5	13.5	16.2	15.3
5. Population active (3) + (4)	189.2	231.9	273.4	279.7
6. Taux de chômage en % (4) : (5)	2.4	5.8	5.9	5.5

D'un âge jeune ou moyen, les frontaliers cotisent à la sécurité sociale luxembourgeoise, mais ne profitent que très peu des prestations offertes (pensions, remboursements de frais de maladie). Ainsi, ils contribuent pour l'instant au maintien de l'équilibre des caisses de maladie et surtout des caisses de pension. Dans le futur, lors du départ en retraite de toute une génération de frontaliers risque de rompre cet équilibre, le financement des retraites à leur niveau actuel deviendra à ce moment difficile.

### 5.1.2 Les aspects qualitatifs de l'emploi (nature des emplois)

Depuis le milieu des années 70, l'économie luxembourgeoise a été marquée par le passage d'une société industrielle (déclin des activités sidérurgiques) vers une société de services (développement des activités de la place financière). Cette transition du secteur secondaire vers le secteur tertiaire a également modifié la nature des emplois occupés.

La « nature des emplois » a significativement évolué suite au développement du secteur tertiaire, l'accroissement des qualifications requises et du développement de l'emploi précaire.

## 5.2 Le chômage

### 5.2.1 Notion et historique

De façon très générale, on pourrait définir le chômage comme l'inactivité d'une personne souhaitant travailler.

Cette conception est implicitement liée à l'existence d'un rapport salarial : est donc chômeur la personne qui offre sa force de travail sur le marché et qui ne trouve pas de patron qui en soit demandeur.

Historiquement, le chômage semblerait alors lié à l'avènement des sociétés capitalistes, du travail à l'usine et du prolétariat. En effet, avant la révolution industrielle, le rapport salarial n'est que peu répandu et le travail, largement agricole et artisanal, est réalisé à domicile.

Le chômage de masse apparaît pour la première fois lors de la Grande Dépression des années 1930, le chômage atteignant des pics de 25 % aux Etats-Unis et de 33 % en Allemagne où le parti nazi en profitait largement pour accéder au pouvoir !

Les Trente Glorieuses virent une décrue du chômage avec des taux de chômage avoisinant, par exemple, les 2 % en Europe occidentale. Le premier choc pétrolier marqua le retour du chômage avec un taux moyen de 8 % dans les pays de l'OCDE.

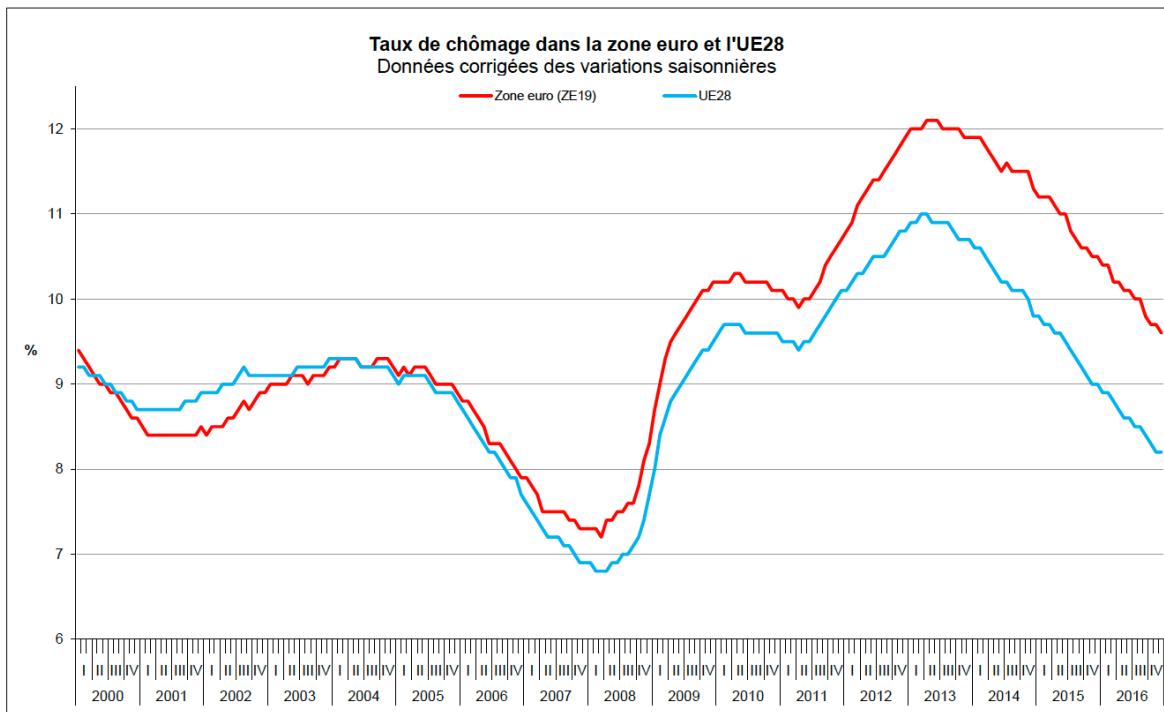
### 5.2.2 Mesure du chômage

Le chômage d'un pays est habituellement mesuré par le taux de chômage qui se calcule comme suit :

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{Nombre de chômeurs}}{\text{Population active}} \times 100$$

Le Bureau international du travail (BIT) a défini le chômeur comme "toute personne âgée de plus de 15 ans qui « est sans travail, disponible pour travailler et qui recherche activement un emploi»".

Le graphique ci-dessous nous montre l'évolution du taux de chômage dans la zone euro et L'UE28 depuis l'année 2000.



## 5.2.3 Les causes du chômage

### 5.2.3.1 Le chômage conjoncturel

A court terme, le niveau de l'emploi est déterminé par le niveau de la production. Si la production s'accroît, les entreprises embaucheront plus de main d'œuvre et inversement.

La production à son tour est conditionnée par la demande qu'expriment les agents économiques. Par exemple, une réduction des dépenses de consommation des ménages et/ou des investissements des entreprises entraîne une diminution de la demande.

Ce type de chômage est donc lié à l'insuffisance de la demande qui s'adresse aux producteurs. Si la demande se rétrécit, les entreprises seront obligées, tôt ou tard, de réviser leurs plans de production à la baisse. La réduction du volume de la production va généralement de pair avec une diminution du nombre de salariés. Faute de commandes, les unités de production devront licencier une partie de la main d'œuvre.

Ce sous-emploi, conséquence directe d'un ralentissement économique, touche l'économie dans son ensemble.

### 5.2.3.2 Le chômage structurel

Ce type de chômage est lié aux structures économiques d'un pays et aux caractéristiques des personnes cherchant un emploi.

Un chômage peut coexister avec des emplois vacants. Par exemple, on peut avoir une pénurie de programmeurs et avoir en même temps un excédent d'ingénieurs. Ce type de chômage s'explique par une inadéquation entre les qualifications offertes et demandées. Autrement dit, les personnes sans emploi n'ont pas les qualifications que recherchent les employeurs.

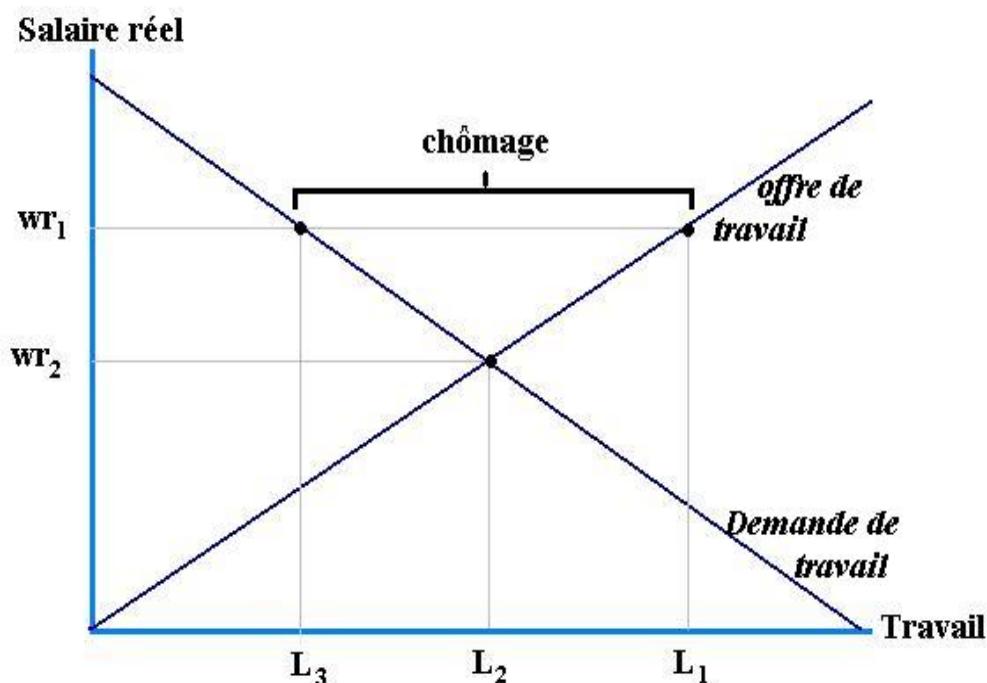
Un développement inégal des activités économiques en est une autre cause. Une pénurie de main d'œuvre dans des régions à forte croissance économique peut coexister avec le chômage dans des régions en déclin.

### 5.2.3.3 Le chômage classique

Pour les économistes classiques, le chômage n'est que transitoire. Le retour à l'équilibre du marché du travail doit s'effectuer par une baisse du salaire réel. Si le chômage existe, il est lié à des rigidités structurelles (salaire minimal, allocations chômage, etc...).

Le marché du travail est caractérisé par :

- une offre de travail émanant des travailleurs et croissante en fonction du salaire réel. Plus le salaire réel ( $wr$ ) est élevé, plus le loisir (le fait de ne pas travailler) coûte et plus le volume d'heures ( $L$ ) que les travailleurs veulent préster est élevé ;
- une demande de travail émanant des entreprises et décroissante en fonction du salaire réel. Plus le salaire réel est élevé, plus le travailleur coûte et moins les entreprises seront incitées à embaucher du personnel ;



Au salaire réel d'équilibre  $wr_2$  l'offre de travail est égale à la demande de travail, chaque travailleur voulant travailler à ce salaire est en mesure de le faire.

Supposons maintenant que le salaire réel du marché se fixe temporairement au-dessus du salaire d'équilibre, par exemple à  $wr_1$ . A ce salaire, l'offre de travail est supérieure à la demande de travail, il y a apparition de chômage correspondant au segment ( $L_1-L_3$ ).

Si les salaires sont maintenant flexibles à la baisse, les chômeurs vont accepter une diminution de leur salaire réel pour retrouver un emploi. Cette baisse du salaire réel va à son tour inciter les employeurs à embaucher à nouveau du personnel : il y a déplacement le long des courbes d'offre et de demande jusqu'à ce qu'on retrouve l'équilibre ( $wr_2, L_2$ ), le chômage n'est que transitoire.

Supposons maintenant que l'Etat fixe un salaire social minimum au-dessus du salaire d'équilibre du marché. Le marché est bloqué à ce niveau de salaire et le retour à l'équilibre devient impossible. Le chômage n'est plus transitoire mais durable.

#### **5.2.3.4 Le chômage technologique**

Le chômage technologique est lié aux innovations entraînant la substitution du facteur capital au facteur travail.

Deux thèses s'opposent à propos de l'incidence du progrès technologique sur le chômage. La thèse pessimiste affirme que le progrès technique est source de chômage. La robotisation et l'informatisation constituent des exemples où la machine chasse l'homme.

La thèse optimiste insiste sur les conséquences positives du progrès technique. La baisse probable des prix augmente le pouvoir d'achat des consommateurs et par là les ventes. En plus le progrès technique donne naissance à de nouveaux produits ; d'autres activités apparaissent pour répondre à de nouveaux besoins. La hausse de la consommation et des investissements qui en résulte engendre une augmentation de la production et par conséquent une demande supplémentaire de main d'œuvre.

#### **5.2.3.5 Le chômage frictionnel**

Le chômage frictionnel apparaît lorsque des salariés cherchent un nouvel emploi, suite à l'abandon volontaire ou involontaire de l'ancien emploi. Des personnes renoncent volontairement à un emploi pour en rechercher un autre dont les conditions sont plus intéressantes (rémunération plus élevée, meilleures perspectives de promotion, etc.). Dans certains cas, des personnes involontairement au chômage y demeurent volontairement en attendant de meilleures propositions d'emploi.

Le chômage frictionnel est généralement de courte durée. Le délai d'ajustement d'un emploi à l'autre dépend notamment :

- de la mobilité sectorielle et géographique de la main d'œuvre ;
- de la disponibilité d'informations sur les offres d'emploi de la part des entreprises ;
- du montant des allocations de chômage.

#### **5.2.3.6 Le chômage saisonnier**

Le chômage saisonnier s'explique par la dépendance de certains emplois à l'égard des variations saisonnières de la demande. Les salariés de l'agriculture, du bâtiment, de la restauration et de l'hôtellerie, du tourisme sont régulièrement touchés par ce type de chômage.

#### **5.2.3.7 Le chômage technique**

Ce type de chômage est dû à des événements aléatoires ou accidentels entraînant une réduction de l'activité économique. Il apparaît dans les situations les plus diverses : incendie, inondation, tremblement de terre, grand froid, mauvaise récolte, grève des camionneurs, défaillance d'un fournisseur, etc.

#### **5.2.3.8 Le chômage lié à la délocalisation de la production**

La mondialisation de l'économie et la concurrence qui est livrée à l'Europe occidentale par les NPI (nouveaux pays industrialisés de l'Asie du Sud-Est : Taiwan, Singapour, Hong Kong, Corée du Sud,...) et les pays BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) ont déclenché un processus de délocalisation de certaines activités de production qui, jadis étaient situées en Europe. Comme le coût unitaire de la main d'œuvre est sensiblement plus faible dans ces régions, il y a transfert de certaines productions vers ces pays ( p.ex. industrie du textile, construction navale, sidérurgie, etc.)

## **5.2.4 La lutte contre le chômage**

En matière de lutte contre le chômage, il convient de distinguer entre les politiques économiques générales et les politiques de l'emploi ayant une action spécifique sur le marché du travail.

### **5.2.4.1 Les politiques économiques générales**

Ces politiques, d'inspiration keynésienne, visent à relancer la demande (et par là la production) afin de combattre le chômage conjoncturel.

En menant une politique budgétaire de relance, les pouvoirs publics peuvent stimuler la demande en provenance des ménages et des entreprises en baissant par exemple les impôts, respectivement compenser le rétrécissement de la demande privée par une augmentation des dépenses publiques (programmes d'infrastructure).

En menant une politique monétaire expansive, la banque centrale peut diminuer son taux d'intérêt directeur, rendant ainsi le crédit moins cher afin de relancer la consommation et l'investissement.

### **5.2.4.2 Les politiques de l'emploi agissant sur le marché du travail**

Tout d'abord l'Etat, mais également les organisations patronales et syndicales, peuvent essayer de perfectionner les systèmes de communication permettant d'intensifier le contact entre offreurs et demandeurs d'emploi (p.ex. réforme de l' ADEM).

Les pouvoirs publics peuvent faire augmenter la demande de travail des entreprises, notamment en:

- faisant diminuer le coût salarial (réduction des charges sociales, aménagement du salaire social minimum, prise en charge d'une partie des cotisations patronales) ;
- augmentant la flexibilité salariale (assouplissement de la procédure de licenciement, aménagement du temps de travail (annualisation, horaire mobile);
- attirant sur le territoire luxembourgeois des entreprises étrangères (prospection économique),
- investissant dans des nouveaux secteurs prometteurs (ex. logistique, écotechnologies, mais aussi services à la personne) ;

De plus, le gouvernement peut prendre des mesures pour améliorer les qualifications des demandeurs d'emploi en offrant des programmes de formation.

### **5.2.5 La lutte contre les effets du chômage**

Les conséquences négatives du chômage pour la personne ayant perdu son emploi sont variées :

- sentiment d'exclusion dans une société où le travail est une valeur essentielle ;
- découragement face aux difficultés de la recherche d'emploi ;
- érosion progressive de sa capacité de travail ;
- perte de revenus...

En cas de perte de travail involontaire, le travailleur sans emploi a droit à une indemnité de chômage versée par l'Administration de l'emploi (ADEM).

#### ***Pour pouvoir bénéficier de l'indemnité de chômage complet, le chômeur doit :***

- être chômeur involontaire (*ce qui exclut les résiliations du contrat de travail d'un commun accord ainsi que tous les abandons non justifiés et les cas de démission*) ;
- être domicilié sur le territoire luxembourgeois ;
- avoir entre 16 et 64 ans ;
- être apte au travail, disponible et prêt à accepter tout emploi approprié ;
- être inscrit comme demandeur d'emploi auprès de l'ADEM et faire une demande d'indemnités de chômage complet ;
- avoir eu un ou plusieurs contrats de travail pendant 26 semaines au minimum (*à raison d'au moins 16 heures de travail par semaine*) au cours des 12 mois précédent son inscription comme demandeur d'emploi à l'ADEM.

#### ***Montant des prestations***

*Le montant de l'indemnité de chômage complet est déterminé sur la base du salaire brut effectivement touché par le salarié au cours des 3 mois précédant le chômage. Le montant de l'indemnité de chômage complet correspond à 80 % du salaire brut antérieur ainsi déterminé ou 85 % si le chômeur a un ou plusieurs enfants. L'indemnité de chômage est plafonnée et ne peut dépasser 2,5 fois le salaire social minimum. Ce plafond est réduit au fur et à mesure que l'indemnisation se poursuit.*

#### ***Durée d'indemnisation***

*En principe la durée de l'indemnisation du chômage est égale à la durée de travail en mois entiers effectué au cours de la période servant de référence au calcul. Tout chômeur qui remplit les conditions d'admission peut être pris en charge pendant 365 jours au maximum par période de 24 mois. Selon le cas, il est toutefois possible d'obtenir une prolongation.*

# 6 La comptabilité nationale

## 6.1 Notion, utilité et lien avec le circuit économique

Considérons une économie nationale simplifiée dans laquelle il n'y a que 2 agents économiques : les ménages et les entreprises. Dans une telle économie, les entreprises sont à l'origine du produit économique national (production), où le revenu qui en résulte est transmis aux ménages sous forme de salaires, intérêts ou dividendes (distribution). Les ménages utilisent ce revenu pour acheter la production aux entreprises (utilisation).

La comptabilité nationale essaye de décrire de façon simplifiée les relations macroéconomiques qui existent entre les différents agents économiques afin de les quantifier et de les présenter dans un cadre comptable.

Cette démarche aboutit à la confection de comptes nationaux, de tableaux économiques d'ensemble et au calcul d'agrégats macroéconomiques comme le PIB.

Les missions de la comptabilité nationale sont multiples :

- fournir des informations statistiques servant à définir et à mettre en œuvre la politique économique
- permettre des prévisions de l'activité économique (p.ex. en vue d'établir le budget de l'Etat) ;
- contrôler les théories économiques par des tests empiriques

## 6.2 Valeur ajoutée

### 6.2.1 Définition et calcul

La production signifie à la fois l'activité de créer des biens et des services en vue de satisfaire des besoins et le résultat de cette activité, c.-à-d. le produit ou l'output. Elle est donc le résultat d'un travail fourni par l'homme.

On appelle consommations intermédiaires (ou consommations en provenance des tiers) l'ensemble des biens et services qui disparaissent au cours du processus de production (consommation, transformation ou incorporation au produit fini).

La valeur ajoutée (V.A.) est la valeur nouvelle (c-à-d. la richesse) créée par une entreprise au cours du processus de production. La valeur ajoutée représente le supplément de valeur apporté par une entreprise dans le cadre de sa production.

La valeur ajoutée correspond à la différence entre la valeur des biens et services produits et la valeur des consommations intermédiaires nécessaires à leur production.

Elle est calculée par différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires.

$$\boxed{\text{Valeur ajoutée} = \text{Valeur de la production} - \text{Consommations intermédiaires}}$$

Exemple : Soit une économie simplifiée qui ne se compose que de 3 entreprises :

- l'exploitant d'une mine qui vend son minerai de fer à un producteur d'acier pour 3.000 ;
- le producteur d'acier qui vend des tôles à un producteur de voitures pour 7.500 ;
- le producteur de voitures qui vend ses voitures au consommateur final pour 25.000.

Supposons que l'exploitant de la mine n'effectue pas d'achats. Pour mesurer la richesse totale créée par ces 3 entreprises, il serait faux de simplement additionner la valeur de la production de chaque entreprise (mesurée par son chiffre d'affaires). Le niveau de l'activité économique serait surestimé puisque les valeurs consommées par les entreprises seraient comptées à plusieurs reprises.

Ainsi par exemple, la valeur des tôles achetées par le producteur de voitures serait ainsi comptée une première fois lors du calcul de la prestation du producteur d'acier et une deuxième fois dans le calcul de la prestation du producteur de voitures.

Entreprise	Valeur des produits vendus ou output	Valeur des consommations intermédiaires ou input	Valeur ajoutée
Exploitant de la mine	3.000	0	3.000
Producteur d'acier	7.500	3.000	4.500
Producteur de voitures	25.000	7.500	17.500
Total	35.500	10.500	25.000

Tous les biens et services consommés durant le processus de production et achetés à d'autres producteurs sont qualifiés de consommations intermédiaires.

Elles comprennent des biens réels, tels que les matières premières et fournitures, l'énergie, les produits semi-finis et les marchandises, ainsi que des prestations de services (telles que le transport, les honoraires de conseil, les services postaux et de télécommunications).

### 6.2.2 Distribution de la VA

Le partage de la valeur ajoutée se fait de la manière suivante :

Bénéficiaires	Revenus distribués
Salariés	Salaires
Apporteurs de capitaux (actionnaires)	Dividendes
Banques	Intérêts
Etat	Impôts, taxes et cotisations sociales
Entreprise elle-même	Autofinancement (bénéfice porté en réserve)

### Application

Le relevé des recettes et des dépenses d'un boulangerie artisanale se présente comme suit :

Ventes de produits finis	300.000,00 €
Ingrédients	70.000,00 €
Nettoyage (Entreprise de nettoyage)	11.000,00 €
Salaires	80.000,00 €
Électricité	10.000,00 €
Impôts	35.000,00 €
Cotisations versées au CCSS	2.000,00 €
Emballages	30.000,00 €
Intérêts sur crédit d'investissement	1.500,00 €
Bénéfice net distribué	20.000,00 €
Bénéfice mis en réserve	40.500,00 €

**Détermination de la valeur ajoutée:**

Production vendue	
Consommations intermédiaires	
Valeur ajoutée	

**Répartition de la valeur ajoutée:**

Salariés	
Apporteurs de capitaux (actionnaires)	
Banques	
Etat	
Entreprise elle-même	

## 6.3 PIB

### 6.3.1 Approche par la production

L'agrégat le plus utilisé pour déterminer la valeur de la production sur le territoire national est le Produit intérieur brut (PIB).

Le PIB se définit comme la valeur de la production totale d'une année réalisée par toutes les unités de production résidentes.

Par unités de production, nous entendons par exemple les banques, les producteurs d'acier, les architectes, les commerçants... Ces unités de production sont dites résidentes dans la mesure qu'elles exercent leur activité de production sur le territoire national. La nationalité des unités productrices n'importe pas. Ainsi par exemple, la production des entreprises étrangères localisées sur le territoire luxembourgeois (Good Year, Dupont de Nemours...) est inclue dans le PIB luxembourgeois.

Par production, nous entendons la production marchande et la production non marchande :

- La production marchande est la production destinée à être écoulée sur le marché à un prix économiquement significatif, c'est-à-dire couvrant plus de 50% des coûts de production.
- La production non marchande est celle qui est fournie gratuitement ou à un prix de vente inférieur à 50% du coût de production (le prix de vente à verser serait alors plutôt une contribution aux frais, comme c'est le cas pour certains services publics).

**Le PIB est égal à la somme de toutes les valeurs ajoutées des unités de production résidentes**

### Vue d'ensemble : création de valeur au niveau d'un pays

Grandeur	Définition
Valeur brute de la production	Valeur de toutes les ventes + Valeur des variations de stocks de produits finis + Valeur des productions immobilisées de toutes les unités de production résidentes
- Consommation intermédiaire	Tous les biens et services acquis par les unités de production résidentes auprès de tiers et utilisés pour la production
= Produit intérieur brut (PIB)	Somme de toutes les valeurs ajoutées brutes créées par les unités de production résidentes
- Amortissements	Consommation de capital fixe
= Produit intérieur net	Somme de toutes les valeurs ajoutées nettes créées par les unités de production résidentes

Principaux agrégats				
	2000	2010	2015	2016
Approche Production	en milliards d'EUR			
1. Production (aux prix de base)	55,1	115,5	185,9	191,9
2. Consommation intermédiaire	34,5	79,4	138,5	142,7
3. Valeur ajoutée brute (1-2)	20,6	36,1	47,4	49,2
4. Impôts sur les produits	2,6	4,3	5,2	5,3
5. Subventions sur les produits	0,1	0,2	0,3	0,3

### 6.3.2 PIB par habitant (par tête)

Pour pouvoir effectuer des comparaisons de richesse entre pays, il faut d'abord éliminer l'influence de la taille inégale des populations. On calcule alors un PIB « moyen » en divisant le PIB d'un pays par le total de sa population :

$$\text{PIB par habitant} = \frac{\text{PIB (nominal ou réel)}}{\text{Population totale}}$$

### **Exemple :**

- PIB nominal du Luxembourg en 2016 : 49.200.000.000 euros
- Population totale du Luxembourg en 2016 : 590.700 habitants

$$\frac{49.200.000.000}{590.700} = 83.291 \text{ €}$$

Bien que fréquemment utilisé dans les comparaisons internationales, le PIB par habitant est un agrégat à manier avec prudence :

- Pour être comparables, les PIB par habitant doivent être exprimés dans une même monnaie, qui est normalement le dollar. On est alors confronté au problème du taux de conversion, surtout dans des périodes d'instabilité des taux de change.
- La valeur moyenne de la richesse créée au niveau d'un pays ne nous dit rien sur la répartition des revenus entre les classes sociales ou les régions d'un pays.

### ***Le PIB par habitant du Luxembourg surévalué ?***

*Dans la presse internationale le Grand-Duché de Luxembourg est couramment présenté comme un pays de cocagne. Ceci est, en bonne partie, dû au fait qu'il est souvent premier de la classe dans les statistiques internationales relatives au PIB par habitant. Or, certains économistes pensent que la valeur actuelle de cet agrégat est largement surévalué dans le cas du Luxembourg. En effet, une partie non négligeable de la création de richesse mesurée par le PIB est due aux quelques 150.000 frontaliers qui travaillent régulièrement dans les entreprises résidentes. Leur présence est donc entièrement prise en compte dans la création de valeur, mais complètement ignorée dans la mesure de la population. Economiquement, l'ensemble Luxembourg - Zones frontalières des pays voisins ressemble fortement à une agglomération urbaine à considérer dans son ensemble, indépendamment de la présence d'une frontière physique. Par conséquent, il faudrait ajouter les frontaliers étrangers à la population totale. En plus, on peut estimer que, en moyenne, une autre personne est économiquement dépendante des revenus gagnés par le frontalier ; ces personnes devraient également être incorporées. On peut bien sûr objecter qu'il faut alors également retrancher les frontaliers luxembourgeois, mais leur importance est minime par rapport à celle des frontaliers étrangers. Le PIB par habitant ajusté du Luxembourg ainsi calculé serait de l'ordre de 50.000<sup>1</sup> euros, ce qui est très loin d'en faire un pays pauvre, mais du moins un peu plus réaliste que les 75.000 euros habituellement avancés qui représentent le triple de la moyenne de l'Union européenne !*

### **6.3.3 Limites de la comptabilité nationale**

Outre les difficultés de l'utilisation du PIB par habitant dans les comparaisons internationales le PIB présente toute une série de faiblesses à plusieurs niveaux.

---

<sup>1</sup> Calcul pour 2009 en tenant compte de 136.600 frontaliers.

- Il est très important de garder à l'esprit que le PIB n'est jamais qu'une estimation de l'activité économique nationale à partir de sources qui sont parfois peu fiables. Ainsi, par exemple, sous l'optique de la production, le STATEC évalue le PIB à partir de sources administratives obligatoires (déclarations de TVA, documents douaniers,...), mais aussi à partir d'enquêtes facultatives auprès des entreprises qui présentent un taux de non-réponse important.
- Malgré le souci d'accorder une place plus importante au non-marchand, toutes les activités domestiques gratuites (travail ménager, jardinage, bricolage, aide entre voisins,...) échappent toujours au PIB.
- L'évaluation de l'activité non marchande des administrations publiques par le niveau des coûts est quelque peu problématique, car une administration qui travaille de façon inefficace connaît des coûts plus élevés et fait grimper le PIB !
- Malgré les changements intervenus, le PIB ne tient compte que d'une partie de l'économie souterraine (parallèle, non officielle) :
- Le travail au noir (qui, en soit, est de nature légale, mais qui n'est pas déclaré dans le but d'échapper au paiement des impôts et des cotisations sociales) est désormais évalué à partir de sources indirectes (résultats des contrôles fiscaux, enquêtes sur l'emploi...).
- Les activités illégales (drogues, prostitution, jouets dangereux,...) échappent complètement aux comptables nationaux .
- Le PIB est un indicateur purement quantitatif qui ne tient pas compte de la qualité de vie des habitants d'un pays. Ainsi les externalités négatives de la production comme le bruit ou la pollution de l'air et de l'eau sont complètement ignorées, tandis que les accidents de la route font augmenter le PIB.
- Le PIB ne tient pas compte de la qualité des produits. Même le PIB réel ne mesure que la variation des volumes produits. Pourtant des volumes de production identiques peuvent correspondre à des produits de qualité très différente : un microprocesseur de type « Intel Core » n'est aucunement comparable à un microprocesseur de type « 386 ». C'est pourquoi il faudrait éviter des comparaisons sur des laps de temps trop étendus.

Remarque :

Différents économistes ont essayé de tenir compte de ces faiblesses en proposant des agrégats plus élaborés de type « bien-être national net » ou « bonheur national net ». Ces tentatives visent en général à incorporer la valeur de la production domestique et des heures de loisirs et à éliminer le coût des nuisances (pollution, encombrement,...) en les assimilant à des consommations intermédiaires. L'impact de ces instruments de mesure alternatifs est toutefois resté marginal. Le seul indicateur alternatif qui connaît un certain succès est l'indicateur de développement humain (IDH), régulièrement calculé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) depuis 1990. Il s'agit d'un indicateur composite qui essaie de tenir compte à parts égales des 3 éléments suivants :

1. la durée de vie, mesurée par l'espérance de vie ;
2. le niveau de savoir, mesuré par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation ;
3. le niveau de vie, mesuré par le PIB réel par habitant.

#### **6.4 Taux de croissance du PIB**

Nous venons de voir pourquoi le PIB n'est pas un indicateur parfait du niveau absolu de l'activité économique d'un pays. Toutefois, on peut penser que les erreurs d'évaluation commises ne diffèrent pas sensiblement d'une année à l'autre. C'est pourquoi la variation annuelle en pourcentage du PIB, encore appelé taux de croissance annuel du PIB nous semble être un bon indicateur de l'évolution de l'activité économique dans le temps. Le taux de croissance annuel du PIB se calcule à l'aide de la formule suivante :

Exemple : PIB réel du Luxembourg en 2016 : 48.900.000.000 euros

PIB réel du Luxembourg en 2015 : 46.900.000.000 euros

$$\frac{48.900.000.000 - 46.900.000.000}{46.900.000.000} \times 100 = 4,26\%$$

Le taux de croissance du PIB réel luxembourgeois en 2010 était de 4,26 %.

Remarques : Il convient de bien distinguer les notions suivantes :

- croissance : un accroissement continu (à long terme) de la richesse globale d'un pays ;
- expansion : une augmentation à court terme de la production ;
- développement : une transformation progressive des structures économiques et sociales d'un pays (ex. : le passage d'une économie industrielle à une économie de services).

## 6.5 Cycles conjoncturels

### 6.5.1 Fluctuations

La croissance d'un pays n'est pas régulière, mais elle connaît des fluctuations. On parle de cycle économique lorsque les fluctuations, mouvements de hausse et de baisse de l'activité économique, se reproduisent avec une certaine régularité. La croissance passe par plusieurs phases qui se succèdent et se répètent. C'est pourquoi on parle de cycle économique ou cycle conjoncturel.

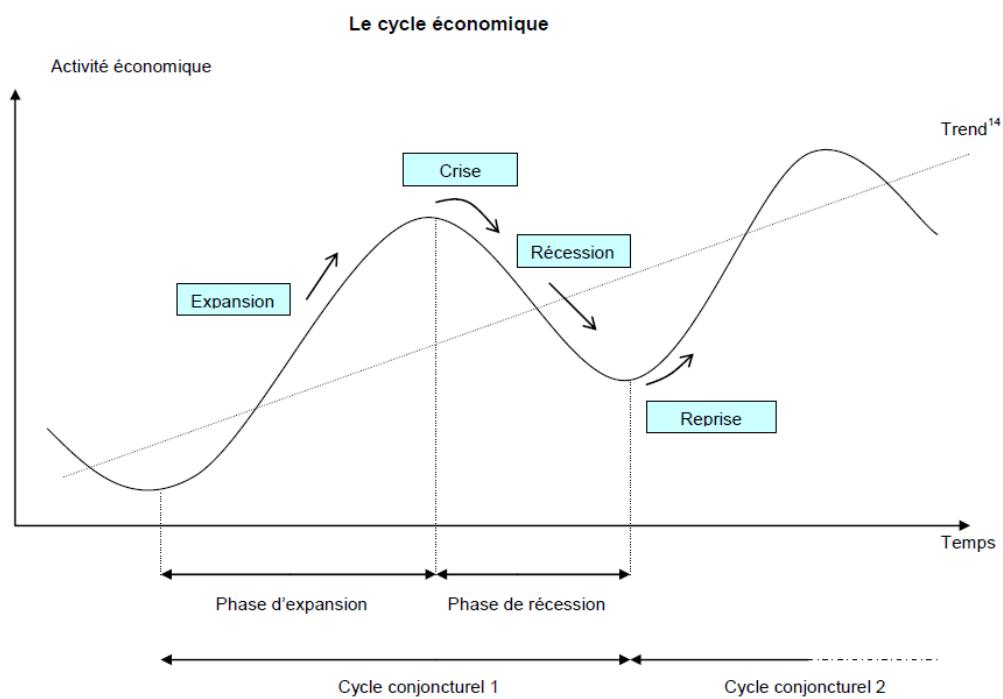
La théorie économique a essayé d'identifier les différents types de cycles et d'en expliquer les raisons. S'il est difficile de prévoir la durée d'un cycle, il est en revanche plus aisés d'en déterminer les différentes phases.

### 6.5.2 Phases du cycle économique

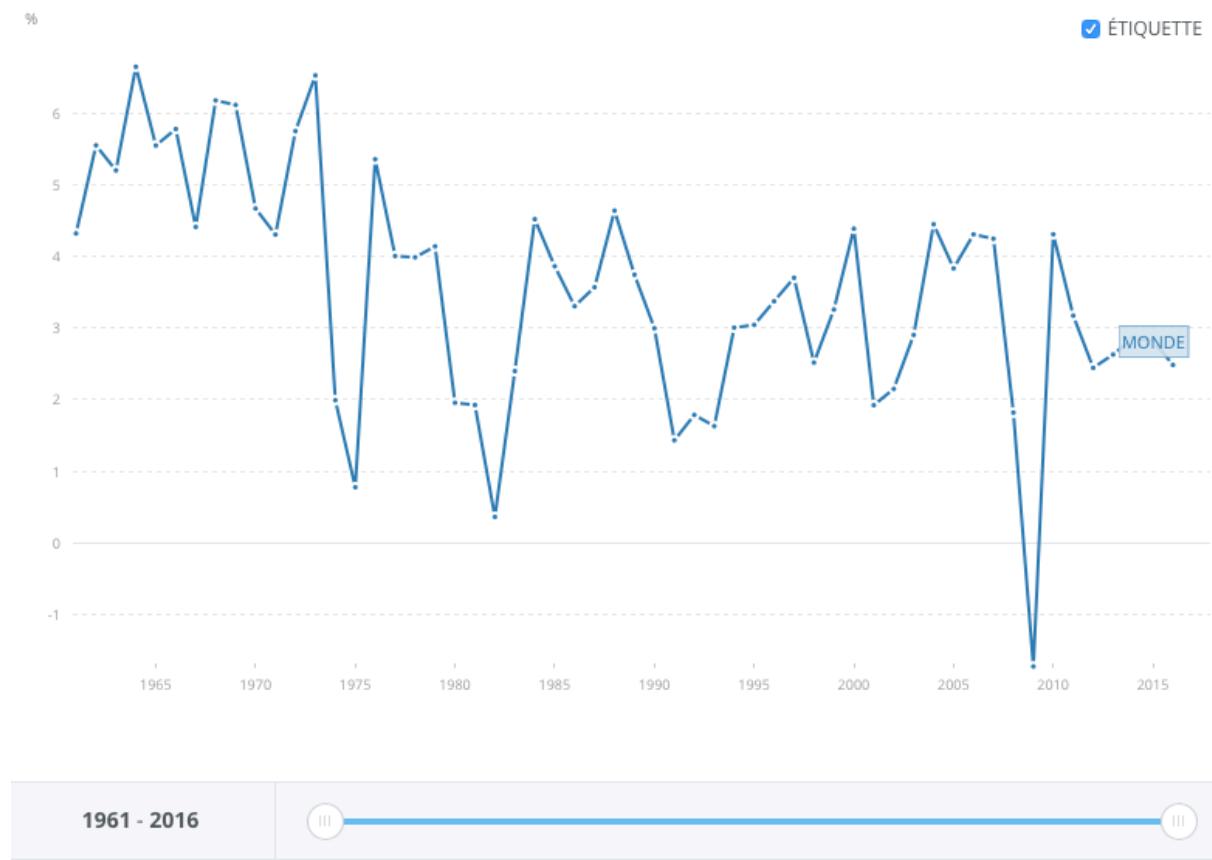
Un cycle conjoncturel comprend quatre phases distinctes : l'expansion, la crise, la récession et la reprise.

- La phase d'expansion ou de prospérité est une période de haute conjoncture pendant laquelle on assiste à une hausse de la production, des revenus et de l'emploi avec, à partir d'un certain moment, des tendances inflationnistes ; La phase d'expansion représente la phase ascendante du cycle. L'emploi, les salaires et les bénéfices augmentent durant cette phase. Les entrepreneurs expriment leur optimisme en investissant massivement afin d'accroître le niveau de production et par là leur profit.
- Cependant, à mesure que la croissance se confirme, se dressent des obstacles qui barrent la route à une nouvelle expansion : pénurie de matières premières, hausse des salaires, hausse des taux d'intérêt, hausse des coûts de production, hausse des prix et baisse de la consommation en réaction aux hausses des prix. Ce sont les premiers signes d'un retournement de cycle. Ce retournement du cycle est appelé crise. Nous entrons dans la phase de récession. La crise marque le passage de la prospérité à la récession et est parfois précédée d'une période de surchauffe de l'économie.

- La phase de contraction, de récession ou de dépression est une période de basse conjoncture marquée par une baisse de la production et une hausse du chômage, elle est parfois accompagnée par des tendances déflationnistes.
- La reprise se caractérise par un retournement de situation lorsque l'économie, après avoir dépassé le creux de la vague, revient à une phase d'expansion.
- Avec le retournement du cycle conjoncturel, la consommation ne suit plus la production, les stocks s'accumulent, provoquant une baisse des prix. Les entrepreneurs commencent à réduire leurs dépenses et procèdent à des licenciements. Ces événements cumulatifs conduisent à une phase de récession. On assiste à une réduction de la production, le chômage se développe, les salaires se tassent et les taux d'intérêt diminuent. Et pourtant, ..., les conditions de crédit devenant plus intéressantes et le travail moins cher à la suite d'un chômage élevé, les premières entreprises recommencent à investir, à se moderniser. La production redémarre. C'est un nouveau retournement de cycle et le début d'un nouveau cycle. On parle de reprise et on passe à une nouvelle phase d'expansion.



Les fluctuations économiques au niveau mondial :



## 6.6 Croissance et développement

### 6.6.1 Définition de la croissance

La croissance économique est l'accroissement durable, donc à plus long terme, de la production globale d'une économie. Il ne faut pas confondre croissance, expansion et développement. L'expansion est une augmentation de la production sur une courte période. Croissance et expansion sont des phénomènes quantitatifs, donc mesurables.

### 6.6.2 Définition du développement

Le développement par contre est un phénomène qualitatif, il exprime des changements structurels de nature technique, sociale, démographique et culturelle, comme par exemple les modifications dans la répartition de la population active suivant les secteurs. Croissance et développement sont toutefois intimement liés, car la croissance est une condition nécessaire du développement qui à son tour peut favoriser la croissance économique.

Jusque dans les années 1970 les économistes et les politiciens ont cru que la solution de tous les problèmes de l'humanité résidait dans la croissance économique, définie comme un accroissement durable de la production globale d'une économie à long terme, mesurée de façon quantitative, et qui se manifeste à travers une augmentation du niveau de vie. Cette notion ne doit pas être confondue avec celle d'expansion, qui se situe dans le temps à courte durée.

Le développement, quant à lui, inclut déjà une connotation qualitative dans la mesure où il fait appel à des notions comme la qualité des infrastructures productives et publiques, le niveau de scolarité ou encore l'espérance de vie. Le développement est inimaginable sans progrès technologique, social, culturel et politique. Il reste toutefois vrai que développement et croissance se voient étroitement liés, car il ne saurait y avoir de développement sans croissance économique.

## 6.7 Economie et écologie

Il est communément admis que le P.I.B. par tête d'habitant est un bon indicateur du niveau de vie général. Depuis les années 1950, les pays occidentaux ont connu des taux de croissance du P.I.B. jamais atteints auparavant. En Europe, l'activité productive a quadruplé depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

L'accroissement de la production a permis une plus ample satisfaction de nos besoins multiples. Cependant, cette croissance économique est-elle toujours synonyme d'un bien-être accru, d'une meilleure qualité de vie ? Qu'en est-il des conséquences écologiques ?

## 6.8 Développement durable

### 6.8.1 Définition du développement durable

Le concept qui semble s'imposer depuis plusieurs années est celui d'un "développement durable" (sustainable development, nachhaltige Entwicklung). Il désigne "une forme de développement économique respectueuse de l'environnement, du renouvellement des ressources et de leur exploitation rationnelle, de manière à préserver indéfiniment les matières premières et non à les épuiser ni à les détruire".

Un développement n'est donc durable ou supportable que s'il permet de satisfaire aux besoins des populations actuelles sans compromettre ceux des générations futures. Ce concept pose le principe de la solidarité entre les générations actuelles et futures. Ce nouveau concept fut officiellement approuvé par la Conférence mondiale de Rio de 1992, qui marque une étape importante dans la prise de conscience internationale des problèmes environnementaux : effet de serre, sauvegarde de la couche d'ozone, préservation de la biodiversité, protection des forêts et lutte contre la désertification. La Déclaration de Rio a également retenu le principe du pollueur-payeur et l'internalisation des coûts de protection de l'environnement : en d'autres termes, les coûts écologiques doivent être incorporés au prix de vente payé par le consommateur final (exemple : le coût de l'épuration des eaux usées doit faire partie intégrante du prix de vente des eaux potables).

Au sein de l'ouvrage intitulé « Notre avenir à tous », encore connu sous le nom de Rapport Brundtland : au sens le plus large, « le développement soutenable vise à favoriser un état d'harmonie entre les êtres humains et entre l'Homme et la nature en 1988. » Dans celui-ci nous distinguons deux objectifs fondamentaux : celui de « l'harmonie entre Homme et nature, en respectant les limites écologiques de notre planète et l'harmonie entre les êtres humains, dans une certaine logique de cohésion sociale. »

Le concept de développement durable englobe trois dimensions, considérées comme inséparables, *l'économique, le social et l'environnemental.*

Les buts recherchés sont la sauvegarde de l'environnement et le développement économique et social , en particulier pour les pays les plus pauvres.

La politique énergétique occupe une place importante dans ce modèle de développement soutenable. Comment assurer durablement un approvisionnement énergétique sûr tout en préservant les ressources naturelles et en luttant contre le changement climatique ? C'est là une des questions cruciales des prochaines décennies.

### **6.8.2 Croissance zéro**

"Croissance zéro" signifie que la production d'une année à l'autre n'augmente pas. En 1972, le rapport du Massachusetts Institute of Technology rédigé à l'instigation du Club de Rome a révélé pour la première fois au grand public les limites d'une croissance mal maîtrisée. Ce rapport a mis en évidence un certain nombre de problèmes, notamment une croissance démographique inconsidérée dans les pays du Tiers-Monde, un gaspillage des matières premières et des richesses naturelles, une accentuation de la pollution, un développement de valeurs essentiellement matérialistes, etc.

Le rapport conclut : Plus une activité humaine approche de la limite supportable par le milieu naturel, plus les incompatibilités apparaissent clairement et plus les problèmes deviennent insolubles (...). Si l'on veut éviter la catastrophe, il convient de tendre vers un état d'équilibre global caractérisé par une population et un capital essentiellement stables.

La croissance zéro permettra-t-elle de résoudre nos problèmes écologiques ? Une croissance ralentie suite à la crise économique de 1973 permet d'en douter.

### **6.8.3 Croissance maîtrisée**

Par "croissance maîtrisée" on entend un développement économique contrôlé, harmonieux et équilibré des différents secteurs d'activité et des régions économiques tout en tenant compte des impératifs écologiques.

La croissance maîtrisée exige une action concertée entre le secteur public (Etat, communes) et le secteur privé (ménages, entreprises) et elle implique essentiellement :

- l'amélioration qualitative des infrastructures publiques (investir dans les transports en commun, améliorer le transport par rail, etc.) et de l'appareil productif d'une économie en généralisant les technologies permettant de limiter la pollution et les gaspillages ;
- une politique de l'aménagement du territoire favorisant une répartition plus équilibrée des activités économiques sur le territoire national et limitant le nombre de sites de production (promouvoir des zones d'activités régionales) ;
- une modification des styles de vie et de consommation (éviter les déchets, favoriser l'utilisation de produits recyclés et des transports en commun).

### **6.8.4 Indice du développement humain**

En 1990 le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a initié la création de l'indice de développement humain (IDH) afin d'apporter une évaluation au niveau du développement humain pour les pays du monde. L'indice a été développé par les économistes Amartya Sen de nationalité indienne et Mahbub ul Haq, pakistanais.

Les trois critères principaux sur lesquels l'IDH est construit sont :

- l'espérance de vie à la naissance,
- le niveau d'éducation,
- et le niveau de vie.

Le développement humain est un concept plus large que l'IDH qui est un simple indicateur. Le PIB par habitant, indicateur souvent utilisé par les économistes et les politiciens, ne procure pas d'information en matière de bien-être individuel ou collectif, mais n'évalue que la production économique c'est-à-dire le niveau d'activité économique. Ainsi, un pays peut par exemple présenter un PIB par habitant élevé par rapport à un IDH moins élevé.

L'IDH est un indice composite, sans dimension, compris entre 0 (exécrable) et 1 (excellent). Il se calcule en prenant la moyenne de trois indices quantifiant :

1. la santé / longévité (mesurées par l'espérance de vie à la naissance), qui permet de mesurer indirectement la satisfaction des besoins matériels de première nécessité (l'accès à une alimentation saine, à l'eau potable, à un logement décent, à une bonne hygiène et aux soins médicaux (p.ex. épidémie de sida) ;
2. le savoir ou niveau d'éducation est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. La satisfaction concerne plutôt des besoins immatériels comme la capacité à participer aux prises de décision sur le lieu de travail ou dans la société ;
3. le niveau de vie (logarithme du revenu brut par habitant en parité de pouvoir d'achat), afin d'englober les éléments de la qualité de vie qui ne sont pas décrits par les deux premiers indices tels que la mobilité ou l'accès à la culture.

Les composantes et la méthode pour construire l'IDH sont revues toutes les années et une note reprend ces variations menées. Ainsi, le premier indice par exemple contenait le niveau d'alphabétisation et la composante du niveau de vie était initialement représentée par le PIB par habitant.